

**BAROMETRE D'OPINION DE LA DREES**  
**SUR LA SANTE, LA PROTECTION**  
**SOCIALE ET LES INEGALITES**

***Principaux enseignements de l'enquête 2017***

**Mars 2018**

**BVA Opinion**

Anne-Laure Gallay, co-directrice de l'activité Institutionnel  
Guillaume Inigo, chef de groupe  
Lolita Salvan, chargée d'études

**DREES**

10-18, place des 5 martyrs du lycée Buffon  
75696 Paris Cedex 14

Le Baromètre d'opinion de la DREES est un outil de référence pour analyser l'évolution de l'opinion des Français sur leur santé, sur la protection sociale (assurance maladie, retraite, famille, handicap-dépendance, pauvreté-exclusion) ainsi que sur les inégalités sociales.

L'enquête est réalisée à la demande de la DREES par l'Institut BVA depuis 2004. Elle existe depuis 2000. En 2014 a été introduit un module portant sur la cohésion sociale, exploité en collaboration avec la DGCS. Ce module est le prolongement du Baromètre de la Cohésion sociale, qui était collecté et analysé par le Credoc depuis 2011.

Un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans ou plus habitant en France métropolitaine a été interrogé en face-à-face, du 16 octobre au 2 décembre 2017.

Cet échantillon est constitué de 3 009 personnes en 2017 (nommées « Français » dans ce document), ce qui représente une taille importante pour ce type d'enquête. Il a été construit selon la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, profession de la personne de référence, après stratification par région et catégorie d'agglomération.

# SOMMAIRE

Les chiffres clés 2017 .....	5
Introduction.....	6
<b>I – Préoccupations et valeurs des Français .....</b>	<b>7</b>
A – Des Français satisfaits de leur situation personnelle, mais préoccupés par une possible précarité économique.....	8
B – Des Français attachés à l’État providence, favorables à l’euthanasie, partagés sur les travailleurs immigrés, et encore traversés par des quelques représentations sexuées.....	11
<b>II – Les Français et les inégalités, la pauvreté et l’exclusion et le logement.....</b>	<b>15</b>
A – Les Français considèrent la société française comme plutôt injuste, surtout en matière de revenus et d’accès aux soins .....	16
B – Une majorité de Français estiment que la pauvreté et l’exclusion augmentent, et plus d’un tiers estiment risquer devenir pauvre ou considèrent déjà l’être .....	20
C – Majoritairement locataires, les Français sont divisés sur les priorités à donner au logement social .....	24
<b>III – Les Français et les retraites .....</b>	<b>26</b>
A – Une majorité de Français pensent qu’ils auront un niveau de vie inférieur à la moyenne quand ils seront à la retraite et qu’ils s’arrêteront plus tard que ce qu’ils souhaiteraient.....	27
B – La plupart Français sont favorables à ce que le fait d’avoir élevé des enfants apporte des avantages à la retraite .....	29
C – Une majorité des Français souhaitent que les réformes se poursuivent sur le système de retraite afin de préserver la répartition, mais ils sont partagés sur les solutions.....	31
<b>IV – Les Français, la famille, le handicap et la dépendance .....</b>	<b>34</b>
A – La conciliation entre vie privée et vie professionnelle doit être la priorité de la politique familiale aux yeux des Français .....	35
B – Les Français sont majoritairement critiques sur l’intégration du handicap dans la société, mais divisés sur certains sujets touchant à la prise en charge du handicap.....	35

C – Les Français attendent majoritairement de l’État plus de prise en charge de la dépendance et continuent de privilégier les solutions de prise en charge à domicile .....	38
<b>V – Les Français et la protection sociale.....</b>	<b>41</b>
A – Les Français tiraillés entre attachement à l’universalité du système et souhait de davantage prendre en compte le niveau de cotisation .....	42
B – Des Français attachés à l’État providence et au système social malgré un coût jugé élevé.....	43
C – Les Français attachés à une forme de <i>statu quo</i> en matière de prestations et de niveau de cotisation des entreprises .....	44
<b>VI – Les Français et la santé.....</b>	<b>47</b>
A – Une majorité de Français s’estiment en bonne santé, mais l’état de santé général des Français est jugé dégradé .....	48
B – Les Français estiment que la qualité des soins dépend du niveau de vie et du lieu d’habitation, mais s’en disent plutôt satisfaits pour eux-mêmes.....	50
C – Les Français estiment que les dépenses de santé sont excessives, mais ne se sentent pas responsables et mettent à distance les mesures susceptibles de toucher leur porte-monnaie .....	56
<b>VII – Les Français et la cohésion sociale .....</b>	<b>59</b>
A – Une majorité de Français jugent la cohésion faible dans le pays et se sentent surtout proches des gens de leur génération et de leur milieu social .....	60
B – Une majorité de Français voient la diversité des cultures et origines comme une richesse, mais attendent plus de contrôle des pratiques religieuses dans l’espace public et souhaitent un accueil limité de migrants .....	66
C – Une majorité de Français estiment que les pouvoirs publics ne font pas assez pour les plus démunis .....	69

## Les chiffres clés 2017

- \* **59 %** des Français sont optimistes pour leur propre avenir mais **38 %** seulement pour l'avenir de leurs enfants ou des générations futures ..... Voir p.8
- \* **69 %** des Français considèrent que les inégalités entre les femmes et les hommes sont importantes en France ..... Voir p.19
- \* **23 %** des Français jugent qu'il y a un risque qu'ils deviennent eux-mêmes pauvres dans les cinq prochaines années et **13 %** se considèrent déjà comme pauvres. .... Voir p.21
- \* **64 %** des Français déclarent qu'il faut augmenter le RSA ..... Voir p.23
- \* **32 %** des Français affirment que les logements sociaux devraient profiter plus largement à l'ensemble des catégories moyennes ..... Voir p.24
- \* **51 %** des Français estiment que les cadres et les ouvriers doivent cotiser le même nombre d'années pour partir à la retraite quand **47 %** estiment que « les cadres doivent cotiser plus longtemps car ils ont une espérance de vie plus longue ». .... Voir p.32
- \* **54 %** des Français considèrent que la société actuelle ne se donne pas les moyens d'intégrer les personnes handicapées ..... Voir p.35
- \* **58 %** des Français jugent plus important de maintenir au niveau actuel les prestations sociales et les remboursements d'assurance maladie plutôt que de « prendre des mesures pour réduire le déficit de la Sécurité Sociale » ..... Voir p.44
- \* **55 %** des Français ne sont pas d'accord avec l'idée que la qualité des soins reçus diffère selon le niveau de revenus..... Voir p.50
- \* **52 %** des Français se sentent « très bien intégrés » à la société française ..... Voir p.60
- \* **61 %** des Français se sentent particulièrement proches de ceux qui sont de la même génération qu'eux, **51 %** de ceux qui partagent la même situation socio-économique et **44 %** de ceux qui ont la même origine..... Voir p.62-63
- \* **80 %** des Français estiment que beaucoup de personnes ne bénéficient pas des droits ou allocations auxquels elles peuvent prétendre ..... Voir p. 69

# Introduction

L'étude menée par BVA pour la DREES interroge les préoccupations des Français, leurs évolutions, leurs jugements sur l'action de l'État et des pouvoirs publics, mais aussi leurs attentes pour l'avenir sur plusieurs grandes thématiques sociales et sociétales comme les inégalités, la pauvreté et l'exclusion, la santé, les retraites, la dépendance, le handicap, la protection sociale et la cohésion sociale.

Les Français continuent de se montrer majoritairement optimistes pour eux-mêmes, mais affichent un certain pessimisme pour l'avenir de leurs enfants et des générations futures. Cette nouvelle vague confirme la préoccupation des Français pour la situation économique, en particulier le niveau des salaires et le pouvoir d'achat, mais aussi pour l'avenir du système de retraite.

Le sujet des relations femmes-hommes a été particulièrement mis en avant dans le débat public au cours de l'année 2017 et cette vague d'enquête s'est attachée à approfondir ce thème. Il ressort des déclarations des Français que ceux-ci sont davantage préoccupés par les inégalités femmes-hommes en 2017 qu'il y a deux ou trois ans. Ces inégalités sont aujourd'hui jugées importantes au sein de la société, et certains stéréotypes sexués persistent dans l'opinion malgré le déclin d'autres idées reçues comme le montre le recul continu de l'adhésion au modèle de la femme au foyer.

Enfin, le thème de la santé a également été approfondi. Soulignons que si la plupart des Français jugent que l'accès aux soins est garanti à tous quel que soit le revenu ou le lieu d'habitation, une majorité d'entre eux estiment que l'un et l'autre engendrent des inégalités concernant la qualité des soins reçus.

*Cette étude a été réalisée en face à face du 16 octobre au 2 décembre 2017 auprès d'un échantillon national de 3 009 personnes, représentatif de la population âgée de 18 ans ou plus habitant en France métropolitaine.*

*En niveau comme en évolution, auprès de l'ensemble des personnes interrogées comme dans le détail des variables sociodémographiques, la note qui suit présente les principaux enseignements de cette étude d'envergure.*

# I – Préoccupations et valeurs des Français

- \* **80 %** des Français sont satisfaits de leur situation personnelle  
..... Voir p.8
- \* **59 %** sont optimistes pour leur propre avenir mais **38 %** seulement pour l'avenir de leurs enfants ou des générations futures  
..... Voir p.8
- \* **71 %** des Français pensent qu'il faut « réformer la société sur certains points tout en conservant l'essentiel » et **44 %** que l'État n'intervient pas assez en matière économique et sociale ..... Voir p.11
- \* **49 %** des Français adhèrent à l'idée qu'il y a trop de travailleurs immigrés, un taux en retrait de 8 points en 5 ans..... Voir p.12
- \* **83 %** des Français s'opposent à l'idée que « les hommes sont de meilleurs managers d'équipe au sein d'une entreprise », mais **53 %** estiment que « les mères savent mieux répondre aux besoins et attentes des enfants que les pères » ..... Voir p.13-14

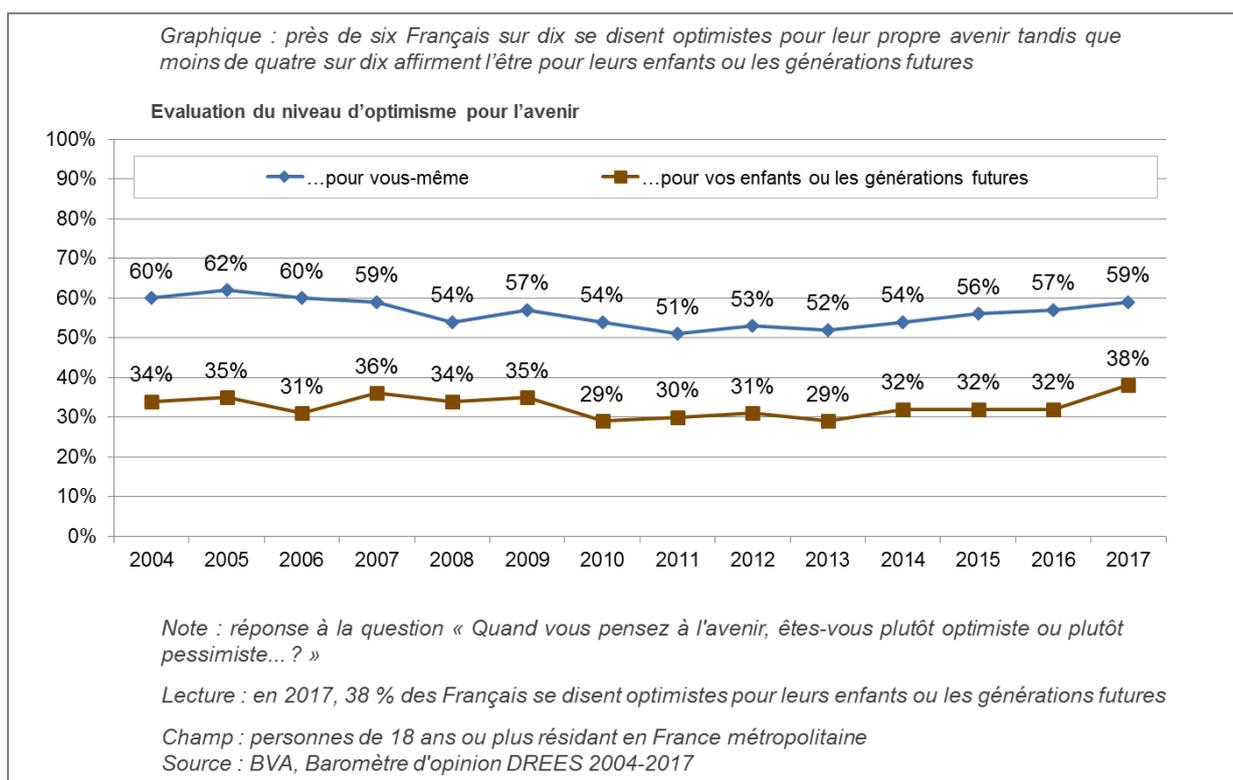
## A – Des Français satisfaits de leur situation personnelle, mais préoccupés par une possible précarité économique

### 1. Huit Français sur dix restent satisfaits de leur situation personnelle et l'optimisme domine, sauf à propos de l'avenir des générations futures

Huit Français sur dix jugent leur situation actuelle « bonne » (80 %, contre 20 % « mauvaise »), dont 11 % qui la qualifient de « très bonne » (contre 4 % « très mauvaise »). Ces proportions sont identiques à 2016.

Amenés à se projeter dans l'avenir, près de six Français sur dix se disent « optimistes pour eux-mêmes » (59 %, dont 6 % « très optimistes ») et 40 % « pessimistes » (dont 7 % « très pessimistes »). L'optimisme personnel a progressé de huit points comparé à 2011.

En revanche, plus de six Français sur dix se disent pessimistes « pour leurs enfants et les générations futures » (62 %, dont 17 % « très pessimistes, contre 38 % « optimistes »), même si ces projections négatives sont en baisse en comparaison à 2016 (-6 points).



**L'analyse par critères sociodémographiques** montre que :

- Le sentiment que sa situation personnelle est « bonne » est majoritaire dans toutes les catégories de population, mais en retrait par rapport à la moyenne des Français chez les ouvriers (69 % pour 80 % en moyenne), les chômeurs

(53 %) et les Français dont le revenu est inférieur ou égal à 1 000 € par mois (49 %).

- Le pessimisme pour l'avenir de sa situation personnelle est plus marqué que la moyenne chez les chômeurs (50 % pour 40 % en moyenne), chez les ouvriers (47 %), et chez les employés (46 %). Il est également au-dessus de la moyenne chez les Français appartenant à un ménage dont le niveau de revenus mensuels est inférieur ou égal à 1 000 € (52 %), mais chez ceux dont le revenu du ménage est compris entre 1 000 et 2 400 € (45 %).

## **2. Le risque de précarité économique (pouvoir d'achat, pauvreté, retraites, chômage) continue de préoccuper les Français qui se disent aussi davantage préoccupés par les inégalités femmes/hommes**

Amenés à indiquer leur niveau de préoccupation sur différents sujets, les Français témoignent d'une inquiétude forte sur les sujets économiques pouvant avoir un impact direct sur leur vie quotidienne :

- **Le niveau des salaires et du pouvoir d'achat** (88 % des Français se disent préoccupés par le sujet, dont 48 % « beaucoup »)
- **La pauvreté** (88 % dont 49 % « beaucoup »)
- **L'avenir du système de retraites** (88 % dont 56 % « beaucoup »)
- **Le chômage** (81 % dont 46 % « beaucoup »). Toujours élevée, la préoccupation des Français pour le chômage a toutefois connu un recul ces dernières années (-4 points comparé à 2016 et -10 points par rapport à 2013).

Dans les préoccupations majeures des Français, on trouve aussi :

- **Le cancer** (83 %), sujet qui préoccupe « beaucoup » près d'un Français sur deux (48 %)
- Mais aussi **les problèmes liés à l'environnement** (82 %, dont 39 % « beaucoup »)

Vient ensuite la thématique **des migrations de populations des pays pauvres vers les pays riches** (75 %, dont 37 % « beaucoup »). Pour rappel, la préoccupation pour le sujet a fortement progressé entre 2013 et 2015 atteignant 80 % alors qu'elle était autour de 50 % les années précédentes. Elle a perdu cinq points depuis, mais reste donc élevée.

Près des trois quarts des Français se disent également préoccupés par « **la santé des Français** » (74 %). L'inquiétude pour le sujet a progressé de six points au regard de ce qui était évalué en 2015.

Un autre sujet de préoccupation personnelle continue de progresser auprès des Français : **les inégalités entre les hommes et les femmes** (67 %, soit une hausse de neuf points comparé à 2014).

Près des deux tiers des Français se disent également préoccupés par **les risques alimentaires** (65 %) et **le logement** (64 %).

Reviennent ensuite des sujets d'ordre macroéconomiques très présents après la crise de 2008, mais en recul au cours des dernières années :

- **La dette de la France** (60 % des Français se disent préoccupés par le sujet, soit 11 points de moins qu'en 2014).
- **Les crises financières internationales** (56 %, soit cinq points de moins comparé à 2016 et -26 points par rapport à 2011).

La préoccupation pour **le SIDA** ne touche plus qu'un Français sur deux (51 % contre 49 % qui ne se sentent pas préoccupés par le sujet). Stable depuis 2015, l'inquiétude personnelle pour le SIDA a perdu 29 points de pourcentage par rapport à 2004. Elle est désormais au même niveau que la préoccupation pour **les risques d'épidémies** (50 %).

En retrait, « **l'insécurité dans votre quartier ou votre village** » n'apparaît comme un sujet de préoccupation que pour une minorité de Français (38 %, contre 62 % qui ne se sentent pas préoccupés par le sujet, dont 28 % « pas du tout »).

## **B – Des Français attachés à l'État providence, favorables à une loi sur la fin de vie, partagés sur les travailleurs immigrés, et adhérant encore à quelques représentations sexuées**

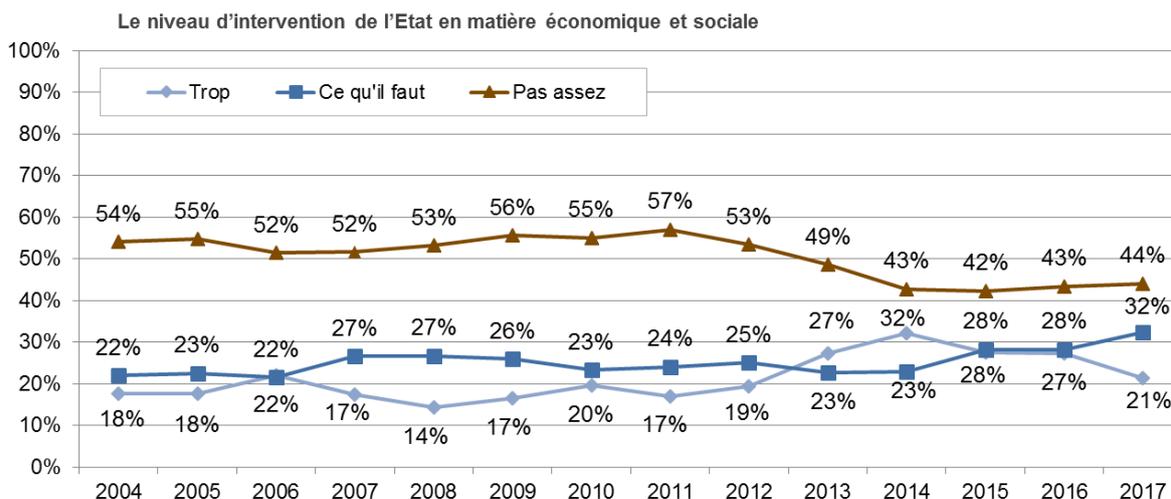
- 1. Plus de sept Français sur dix estiment qu'il faudrait « réformer la société française sur certains points tout en conservant l'essentiel », et plus de quatre sur dix que l'État n'intervient « pas assez » en matière économique et sociale**

Plus de sept Français sur dix adhèrent à l'idée selon laquelle « **Il faut réformer la société française sur certains points tout en conservant l'essentiel** » (71 %), quand moins d'un quart estiment qu'il « **faut radicalement changer la société française** » (23 %) et 5 % « **la conserver en l'état** ». Ces proportions ont peu évolué depuis 2004.

- L'analyse par critères sociodémographiques montre que l'opinion selon laquelle « il faut radicalement changer la société française » est plus marquée que la moyenne chez les Français âgés entre 25 et 34 ans (29 % pour 23 % en moyenne), les ouvriers (32 %), les chômeurs (30 %) et les Français ayant un niveau de vie inférieur ou égal à 900 € par mois (30 %).

44 % des Français estiment par ailleurs **qu'il n'y a pas assez d'intervention de l'État en matière économique et sociale** quand 32 % des Français estiment que l'État intervient « ce qu'il faut » et 21 % « trop ». Les opinions des Français sur le sujet ont légèrement évolué dans le temps : s'il reste minoritaire, le sentiment que l'État intervient « ce qu'il faut » n'a jamais été aussi élevé depuis 2004 (jusqu'à cette année, il était plus près d'un quart que d'un tiers des opinions exprimées).

Graphique : près d'un tiers des Français considèrent que l'Etat intervient juste ce qu'il faut en matière économique et sociale, soit le plus haut niveau mesuré depuis 2004



Note : réponse à la question « Pensez-vous qu'il y a trop d'intervention de l'État en matière économique et sociale, juste ce qu'il faut ou pas assez ? »

Lecture : en 2017, 32 % des Français pensent que l'Etat intervient « juste ce qu'il faut » en matière économique et sociale

Champ : personnes de 18 ans ou plus résidant en France métropolitaine

Source : BVA, Baromètre d'opinion DREES 2004-2017

## **2. Des Français nettement favorables à une loi sur l'euthanasie, partagés sur la perception du nombre de travailleurs immigrés, et encore traversés par quelques stéréotypes sexuels**

Les Français étaient ensuite invités à témoigner de leur adhésion ou non à différentes idées et opinions sur des sujets de société (euthanasie, immigration, représentations sexuées).

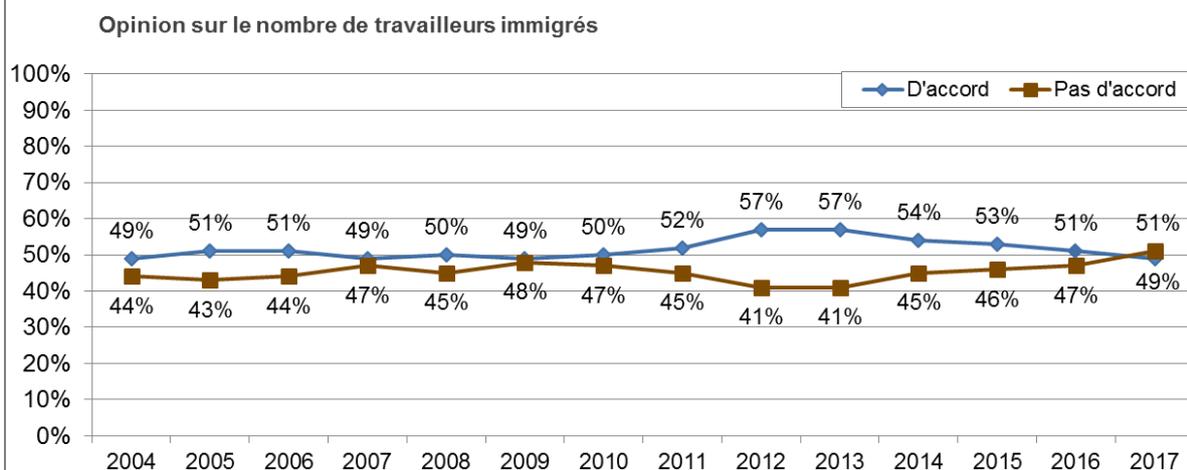
- ***Près de neuf Français sur dix se disent favorables à une loi autorisant l'euthanasie***

Près de neuf Français sur dix sont d'accord avec l'idée que « **la loi doit autoriser les médecins à mettre fin à la vie d'une personne atteinte d'une maladie incurable, si cette dernière en fait la demande** » (87 %, dont 61 % « tout à fait d'accord », contre 13 % qui ne sont « pas d'accord »). Ces résultats sont plutôt stables depuis la première mesure effectuée en 2014.

- ***La moitié des Français est en désaccord avec l'idée qu'il y a trop de travailleurs immigrés***

L'idée selon laquelle **il y aurait « trop de travailleurs immigrés »** divise les Français (49 %, contre 51 %, dont 21 % « pas du tout d'accord »). En hausse légère par rapport à 2016 (51 % contre 47 %), l'opposition à cette idée progresse de 10 points par rapport à son niveau plancher de 2012-2013 (41 %).

Graphique : les Français se montrent partagés sur le nombre de travailleurs immigrés en France



Note : réponse à la question « Voici un certain nombre d'opinions. Pour chacune d'entre elles vous me direz si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord, ou pas du tout d'accord. Il y a trop de travailleurs immigrés. »

Lecture : en 2017, 49 % des Français sont d'accord pour dire qu'il y a trop de travailleurs immigrés en France

Champ : personnes de 18 ans ou plus résidant en France métropolitaine

Source : BVA, Baromètre d'opinion DREES 2004-2017

- L'analyse par critères sociodémographiques montre que l'idée qu'il y a trop de travailleurs immigrés emporte une adhésion supérieure à la moyenne chez les Français âgés de 65 ans plus (59 %), chez les ouvriers (64 %), et les Français ayant un niveau de revenus inférieur ou égal à 1 400 € par mois (59 % chez ceux ayant un niveau de revenus inférieur ou égal à 900 € par mois et 58 % quand le niveau de revenus est compris entre 900 et 1399 € par mois). L'opinion des Français au chômage est plutôt dans la moyenne (52 %).

#### - **Quelques stéréotypes sexués persistent dans l'opinion des Français**

Plus de huit Français sur dix se disent en désaccord avec différentes opinions stéréotypées sur les compétences et le rôle supposé des femmes :

- 89 % adhèrent à l'idée que « **les filles ont autant l'esprit scientifique que les garçons** » (dont 61 % « tout à fait d'accord », contre 11 %).
- 83 % s'opposent à l'idée que « **les hommes sont de meilleurs managers d'équipe au sein d'une entreprise** » (dont 49 % « pas du tout d'accord », contre 17 %)
- Enfin 82 % sont en désaccord avec l'idée que « **dans l'idéal, les femmes devraient rester à la maison pour élever les enfants** » (dont 64 % « pas du tout d'accord, contre 18 % « d'accord »). Il s'agit du niveau de désaccord le plus élevé mesuré sur cet indicateur depuis 2004. Il a progressé de 16 points par rapport à 2004.

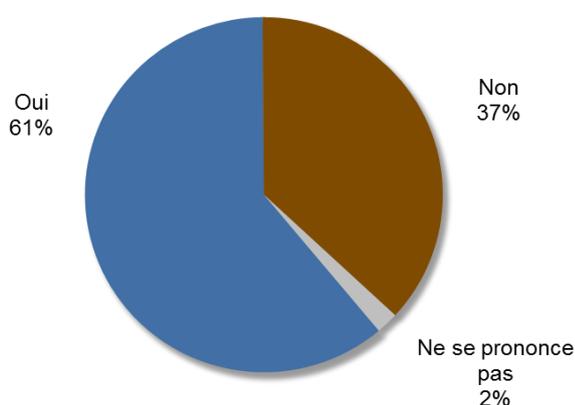
En revanche :

- L'opposition est moins nette à propos de l'idée selon laquelle « **les femmes feraient de meilleures infirmières que les hommes** » : 36 % des Français adhèrent à cette idée, contre 64 % qui sont en désaccord, des résultats plutôt stables depuis la première mesure faite en 2014
- Une majorité de Français adhèrent à l'idée que « **les mères savent mieux répondre aux besoins des enfants que les pères** » (53 %, contre 47 %, un résultat plutôt stable depuis 2014)

Plus de six Français sur dix estiment enfin que « **les blagues et les réflexions sur les femmes en général sont sexistes** » (61 %, contre 37 %).

Graphique : une majorité de Français qualifient les blagues et les réflexions sur les femmes en général comme étant sexistes

L'opinion à l'égard des blagues et des réflexions sur les femmes en général



Note : réponse à la question OG9\_AB « Selon vous, les blagues et les réflexions sur les femmes en général sont-elles sexistes ? »

Lecture : en 2017, 61 % des Français considèrent que les blagues et les réflexions sur les femmes en général sont sexistes

Champ : personnes de 18 ans ou plus en France métropolitaine

Source : BVA, Baromètre d'opinion DREES 2017

L'analyse par critères sociodémographiques montre quelques nuances entre les perceptions des hommes et des femmes sur le sujet :

- L'idée selon laquelle « les mères savent mieux répondre aux besoins des enfants que les pères » emporte une adhésion plus marquée chez les hommes (58 %, contre 42 % qui sont en désaccord), que chez les femmes (48 % / 52 %),
- L'adhésion à l'idée que « les blagues et réflexions sur les femmes en général sont sexistes » est plus marquée chez les femmes (66 % contre 31 %) que chez les hommes (54 %, contre 43 %),
- Mais l'écart est plus marqué encore sur l'idée que « les femmes feraient de meilleures infirmières que les hommes » : 73 % des femmes sont en désaccord avec cette idée, pour 54 % seulement des hommes.

## II – Les Français et les inégalités, le logement, la pauvreté et l'exclusion

- \* **76 %** des Français jugent la société française « plutôt injuste » ..... *Voir p.16*
- \* **69 %** des Français estiment que les inégalités femmes/hommes sont importantes en France aujourd'hui ..... *Voir p.19*
- \* **84 %** des Français pensent que la pauvreté et l'exclusion vont plutôt augmenter en France ..... *Voir p.20*
- \* **36 %** des Français déclarent être pauvres ou risquer de le devenir dans les cinq ans à venir ..... *Voir p.21*
- \* **64 %** des Français estiment qu'il faut augmenter le RSA, mais **58 %** d'entre eux s'opposent à ce qu'on augmente leurs impôts et cotisations pour financer cette hausse ..... *Voir p.23*
- \* **88 %** des Français souhaitent une hausse du SMIC .. *Voir p.23*
- \* **28 %** des Français estiment que les revenus de leur ménage ne sont pas trop élevés pour obtenir un logement social ..... *Voir p.24*
- \* **59 %** des Français estiment qu'on peut permettre aux locataires de logements sociaux dont les revenus dépassent les plafonds autorisés « de rester pour privilégier la mixité sociale, tout en leur faisant payer des loyers plus élevés » ..... *Voir p.25*

## A – Les Français considèrent la société française comme plutôt injuste, notamment en matière de revenus

1. Plus des trois quarts des Français considèrent la société française comme « plutôt injuste », que les inégalités ont augmenté et qu'elles vont continuer à progresser

Les trois quarts des Français considèrent la **société française « plutôt injuste »** (76 %, contre 23 % « plutôt juste »). Ce sentiment avait atteint en 2016 son plus haut niveau (80 %). Il est donc en léger recul (-4 points), mais reste élevé.

Plus des trois quarts des Français estiment par ailleurs **que les inégalités ont plutôt augmenté en France depuis cinq ans** (78 %, contre 11 % « plutôt diminué ») et une proportion quasi identique qu'elles **vont plutôt augmenter à l'avenir** (76 %, contre 17 % « plutôt diminuer »).

2. Les inégalités de revenus sont les plus répandues aux yeux des Français, et les inégalités d'accès aux soins les moins acceptables

Amenés à qualifier quelles inégalités leur semblent les plus répandues dans la société française, les Français citent prioritairement **les inégalités de revenus** (39 %).

Viennent ensuite, assez loin derrière et avec des taux de citations similaires : **les inégalités par rapport au fait d'avoir un emploi** (11 %), liées à l'origine ethnique (11 %), **les inégalités de logement** (11 %) et **les inégalités d'accès aux soins** (10 %). **Les inégalités par rapport au type d'emploi sont mentionnées par 8 %** des personnes interrogées, **les inégalités dans les études scolaires par 6 %** d'entre elles, et celles **liées à l'héritage familial** par 3 % des Français.

Ces résultats sont plutôt stables depuis la première mesure faite en 2014.

- Un split\* a été réalisé sur cette question afin d'introduire une modalité de réponse supplémentaire sur « **les inégalités entre les femmes et les hommes** ». Si les pourcentages varient légèrement, la hiérarchie des réponses reste à peu près identique. Les inégalités entre les femmes et les hommes arrivent alors en septième position des inégalités jugées les plus répandue dans la société française (7 %), derrière les inégalités de revenus (36 %) et celles qui sont liées à l'origine ethnique (11 %). Les inégalités d'accès aux soins, par rapport au fait d'avoir un emploi, de logement et liées au type d'emploi sont citées par 8 % à 10 % des personnes interrogées. Enfin, les inégalités dans les études scolaires sont évoquées par 6 % des enquêtés et celles liées à l'héritage familial par 4 % d'entre eux.

**\*SPLIT** : pour certaines questions, l'échantillon a été divisé en plusieurs groupes afin de pouvoir tester différentes formulations et évaluer leur impact sur les résultats.

Ici, deux libellés ont été testés :

*1. Il existe plusieurs types d'inégalités dans la société française. Parmi celles que je vais vous citer dites-moi celle qui vous semble la plus répandue aujourd'hui ? (Les inégalités de revenus / Les inégalités de logement / Les inégalités liées à l'héritage familial / Les inégalités par rapport au type d'emploi / Les inégalités dans les études scolaires / Les inégalités d'accès aux soins / Les inégalités par rapport au fait d'avoir un emploi / Les inégalités liées à l'origine ethnique)*

*2. Il existe plusieurs types d'inégalités dans la société française. Parmi celles que je vais vous citer dites-moi celle qui vous semble la plus répandue aujourd'hui ? (Les inégalités de revenus / Les inégalités de logement / Les inégalités liées à l'héritage familial / Les inégalités par rapport au type d'emploi / Les inégalités dans les études scolaires / Les inégalités d'accès aux soins / Les inégalités par rapport au fait d'avoir un emploi / Les inégalités liées à l'origine ethnique / **Les inégalités entre les femmes et les hommes**)*

Amenés à désigner parmi toutes ces inégalités laquelle leur semble la moins acceptable, les Français citent en priorité **les inégalités d'accès aux soins** (28 %), devant celles **liées à l'origine ethnique** (24 %) et **les inégalités de revenus** (14 %) ou **les inégalités de logement** (11 %). Viennent ensuite les inégalités **dans les études scolaires** (7 %), **par rapport au fait d'avoir un emploi** (6 %), **par rapport au type d'emploi** (5 %), et enfin **les inégalités liées à l'héritage familial** (5 %).

Depuis 2014, le sentiment que les inégalités d'accès aux soins sont les moins acceptables a progressé de six points.

- Quand « **les inégalités entre les femmes et les hommes** » sont introduites à l'aide du split\*, celles-ci arrivent en quatrième position des inégalités jugées les moins acceptables (10 %), derrière les inégalités d'accès aux soins (26 %), liées à l'origine ethnique (18 %) et les inégalités de revenus (15 %).

Graphique : les inégalités entre les hommes et les femmes arrivent en 4<sup>ème</sup> position dans le classement des inégalités que les Français jugent les moins acceptables dans la société française

#### Appréciation des inégalités en France



IN5\_CD : Question splitée

Note : réponse à la question « Pour chacune de ces inégalités, quelle est celle qui vous semble la moins acceptable ? »

Lecture : 10 % des Français estiment que les inégalités entre les hommes et les femmes sont les moins acceptables

Champ : personnes de 18 ans ou plus résidant en France métropolitaine

Source : BVA, Baromètre d'opinion DREES 2017

**SPLIT** : pour certaines questions, l'échantillon a été divisé en plusieurs groupes afin de pouvoir tester différentes formulations et évaluer leur impact sur les résultats.

Ici, deux libellés ont été testés :

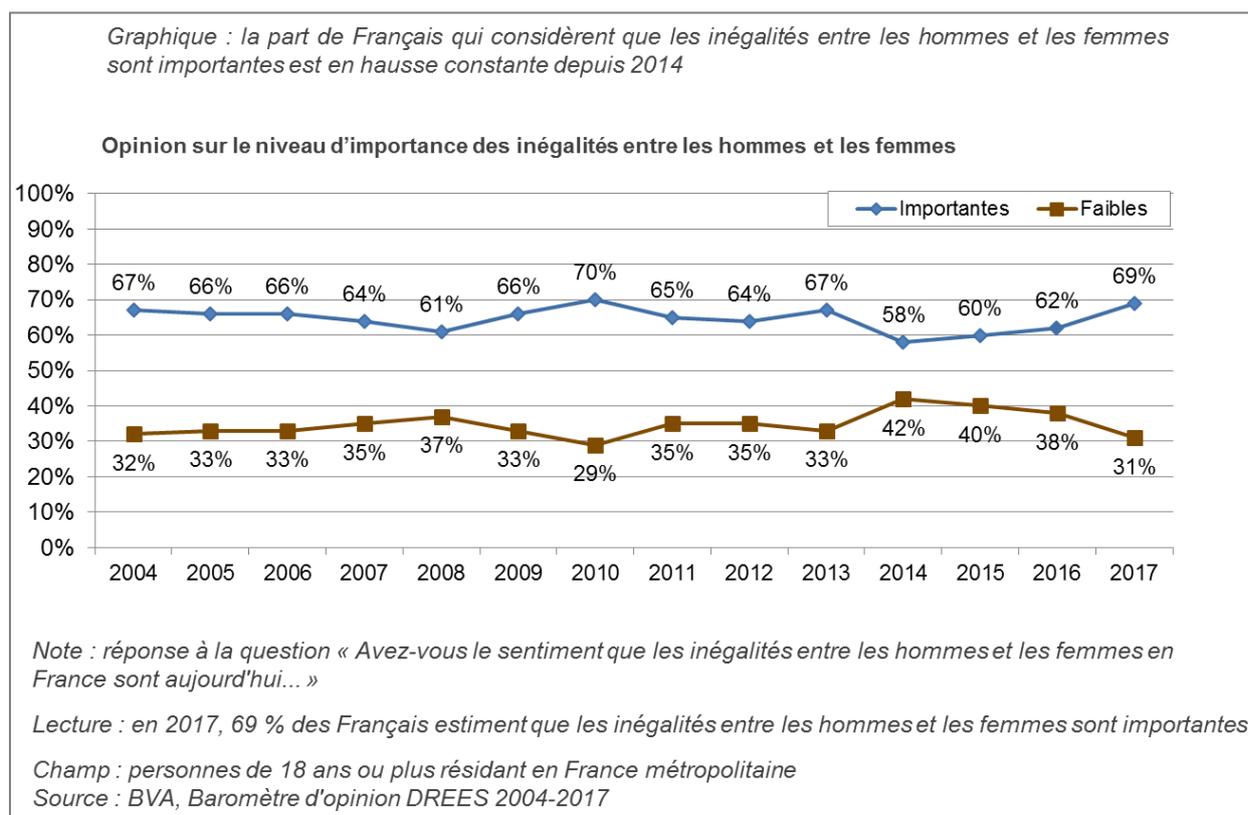
1. Pour chacune de ces inégalités, quelle est celle qui vous semble la moins acceptable ? (Les inégalités de revenus / Les inégalités de logement / Les inégalités liées à l'héritage familial / Les inégalités par rapport au type d'emploi / Les inégalités dans les études scolaires / Les inégalités d'accès aux soins / Les inégalités par rapport au fait d'avoir un emploi / Les inégalités liées à l'origine ethnique)

2. Pour chacune de ces inégalités, quelle est celle qui vous semble la moins acceptable ? (Les inégalités de revenus / Les inégalités de logement / Les inégalités liées à l'héritage familial / Les inégalités par rapport au type d'emploi / Les inégalités dans les études scolaires / Les inégalités d'accès aux soins / Les inégalités par rapport au fait d'avoir un emploi / Les inégalités liées à l'origine ethnique / **Les inégalités entre les femmes et les hommes**)

L'analyse par critères sociodémographiques montre que parmi les inégalités jugées les moins acceptables :

- Les Français âgés de 18 à 24 ans citent prioritairement les inégalités liées à l'origine ethnique (26 %), et citent plus que la moyenne les inégalités entre les femmes et les hommes (16 %)
- Les ouvriers citent en priorité les inégalités de revenus (21 %)

Enfin, près de sept Français sur dix ont le sentiment que **les inégalités entre les hommes et les femmes en France sont aujourd'hui « importantes »** (69 %, dont 12 % « très importantes », contre 31 % « faibles »). Pour rappel, ce sentiment avait reculé entre 2010 et 2014 (passant de 70 % à 58 %) avant de réaugmenter depuis.



### **3. Un écart de 486 € sépare le revenu souhaité et le revenu estimé par les Français pour leur profession**

Interrogés au sujet du **revenu mensuel net que gagnent en moyenne les personnes qui exercent la même profession qu'eux**, les Français donnent un montant moyen de 1 935 €.

L'analyse par critères sociodémographiques montre que :

- Les hommes évaluent à 2 211 € le revenu moyen pour leur profession et les femmes à 1 646 € soit un écart de 565 €
- Les professions libérales et cadres supérieurs évaluent à 3 087 € le revenu moyen des gens de leur profession, pour 1 948 € chez les artisans ou commerçants, 1 939 € chez les professions intermédiaires, 1 453 € chez les ouvriers et 1 350 € chez les employés

Interrogés sur **ce qu'ils souhaiteraient être le revenu mensuel net des personnes qui exercent la même profession qu'eux**, les Français donnent un montant moyen de 2 421 €, soit 486 € nets de plus que ce qu'ils perçoivent comme la réalité actuelle.

Dans le détail, l'analyse par critères sociodémographiques montre que :

- Les professions libérales et cadres supérieurs considèrent qu'ils devraient gagner en moyenne 3 793 €, soit 706 € nets de plus que ce qu'ils évaluent comme étant le revenu moyen de leur profession. Les ouvriers évaluent ce montant à 1 805 €, soit 352 € de plus que le revenu mensuel net qu'ils estiment perçu, en moyenne, par les Français qui exercent la même profession qu'eux.

## **B – Une très large majorité de Français estiment que la pauvreté et l'exclusion augmentent, et un tiers estiment risquer de devenir pauvre ou considèrent déjà l'être**

### **1. Une très nette majorité de Français estiment que la pauvreté et l'exclusion ont augmenté et vont continuer à croître à l'avenir**

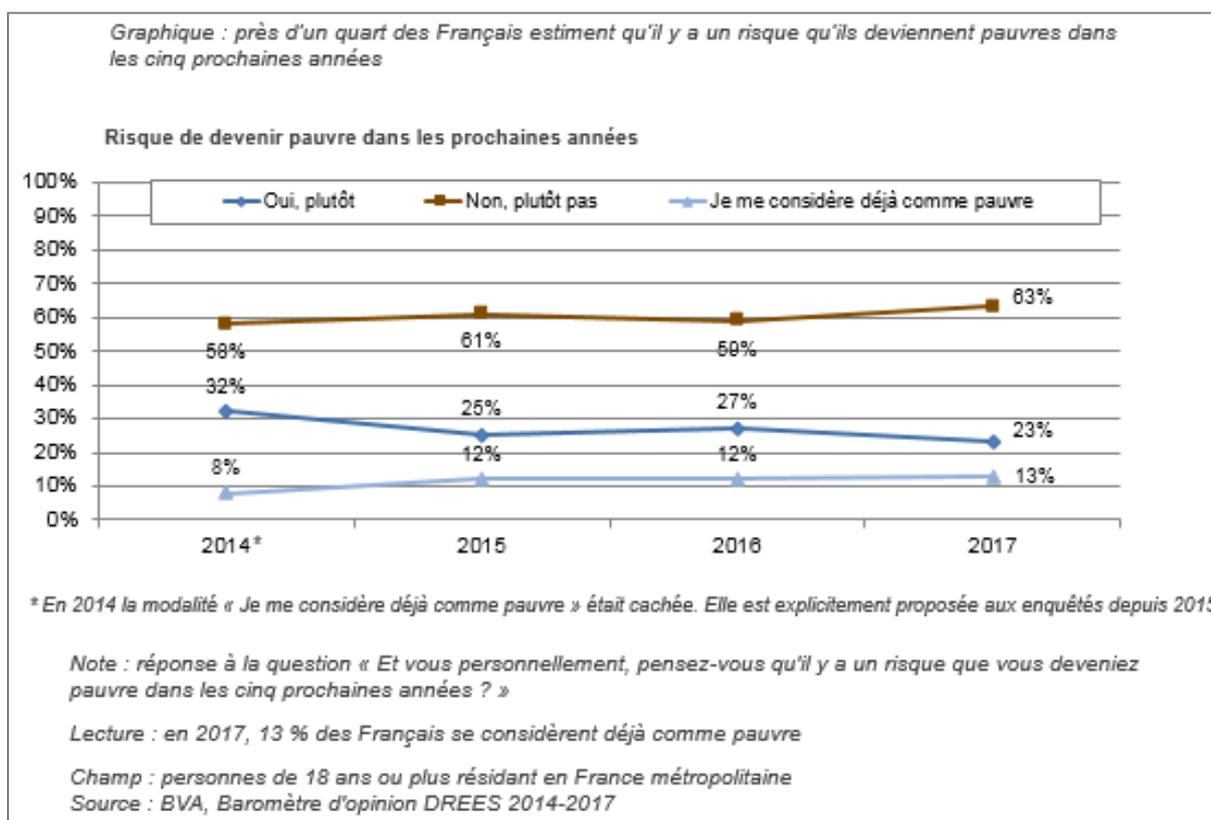
**Près de neuf Français sur dix estiment que depuis cinq ans, la pauvreté et l'exclusion ont plutôt augmenté en France** (89 %, contre 6 % qu'elles ont plutôt diminué et 4 % qu'elles sont restées stables). Ce sentiment avoisine les 90 % depuis 2009, et a progressé de 8 points depuis 2004 (81 %).

Les pronostics des Français pour l'avenir sont par ailleurs pessimistes : **84 % des Français estiment que la pauvreté et l'exclusion vont plutôt augmenter en France** (contre 11 % « plutôt diminuer »). Le pessimisme dépasse les 80 % depuis 2008.

## 2. Plus d'un tiers des Français estiment être pauvres ou risquer de le devenir dans les cinq prochaines années

Un peu moins d'un quart des Français estiment qu'il y a **un risque qu'ils deviennent eux-mêmes pauvres dans les cinq prochaines années** (23 %) et 13 % **se considèrent déjà comme pauvres**. A l'inverse, 63 % des Français n'identifient pas de risque de pauvreté pour eux-mêmes.

Depuis 2015, la part de Français se considérant à l'abri de la pauvreté dans les prochaines années a progressé (+4 points).



- L'analyse par critères sociodémographiques montre que le sentiment d'être déjà pauvre ou de risquer de le devenir dans les cinq années à venir est majoritaire dans certaines catégories de population : les ouvriers (19 % se considèrent déjà comme pauvres et 32 % estiment qu'ils risquent de le devenir dans les cinq ans à venir), les chômeurs (31 % et 33 %), les Français appartenant à un ménage dont le niveau de revenus inférieur ou égal à 1 000 € par mois (42 % et 28 %) et les locataires d'un logement social (25 % et 31 %).

**3. En moyenne, pour les Français, un individu doit disposer d'un revenu minimum de 1 569 € par mois pour vivre, et un foyer comme le leur de 2 538 € par mois**

Aux yeux des Français, en moyenne, un individu doit disposer pour vivre d'un revenu minimum de 1569 euros. Ce montant a progressé de 238 € par rapport à la première mesure faite en 2008.

La moitié des Français donnent un montant supérieur ou égal à 1 478 € (médiane). Un quart des Français donnent un montant inférieur ou égal à 1 291 € (1<sup>er</sup> quartile) et un quart un montant supérieur ou égal à 1 784 € (3<sup>ème</sup> quartile). L'écart de réponses est donc de 493 € entre le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>ème</sup> quartile.

L'analyse par critères sociodémographiques montre que :

- les professions libérales et cadres du supérieur situent en moyenne à 1 695 € le revenu minimum dont doit disposer un individu pour vivre, les ouvriers à 1 569 € et les employés à 1 543 €.
- Les retraités situent ce revenu minimum nécessaire à 1 629 €.
- Des écarts sont à souligner selon les régions d'habitation : les habitants de la région parisienne évaluent en moyenne à 1 761 € par mois le revenu minimum nécessaire à un individu pour vivre, contre 1 515 € chez les habitants du Nord<sup>1</sup> et 1 480 € chez les habitants de l'Ouest.

En moyenne, les Français situent à 2 538 € **le revenu dont un foyer comme le leur doit disposer au minimum par mois pour vivre.**

La moitié des Français donnent un montant supérieur ou égal à 2 419 € (médiane). Un quart des Français donnent un montant inférieur ou égal à 1 593 € (1<sup>er</sup> quartile) et un quart un montant supérieur ou égal à 2 953 € (3<sup>ème</sup> quartile). Il y a donc un écart important (1 360 €) entre le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>ème</sup> quartile.

- Les réponses varient sensiblement selon la situation du foyer : pour les foyers sans enfants, le revenu nécessaire minimum est évalué en moyenne à 2 237 € par mois, il passe à 2 809 € dans les foyers avec un enfant à charge et à 3 221 € dans les foyers avec trois enfants à charge.

---

<sup>1</sup> **Note de lecture** : Les régions évoquées tout au long de la synthèse correspondent aux regroupements des anciennes régions suivantes :

- Bassin parisien Est (Champagne-Ardenne ; Picardie ; Bourgogne)
- Bassin parisien Ouest (Haute-Normandie ; Centre ; Basse Normandie)
- Centre Est (Rhône-Alpes ; Auvergne)
- Est (Lorraine ; Alsace ; Franche-Comté)
- Ile-de-France (Ile-de-France)
- Méditerranée (Languedoc-Roussillon ; Provence-Alpes-Côte-D'azur ; Corse)
- Nord (Nord-Pas-de-Calais)
- Ouest (Pays de la Loire ; Bretagne ; Poitou-Charentes)
- Sud-Ouest (Aquitaine ; Midi-Pyrénées ; Limousin)

**4. Près des deux tiers des Français estiment que le RSA devrait être augmenté, mais la moitié d'entre eux s'opposent à une hausse de leurs impôts et cotisations pour financer cette augmentation**

Une fois qu'il est rappelé aux Français que le RSA pour une personne seule qui ne travaille pas est de 545 euros par mois, près des deux tiers d'entre eux estiment **qu'il faut l'augmenter** (64 %, contre 14 % le diminuer et 19 % le laisser à ce niveau). Le souhait de voir le RSA augmenter a progressé de 17 points comparé à 2014.

En revanche, lorsqu'il est demandé aux Français souhaitant que le RSA soit augmenté **s'ils seraient prêts à accepter une hausse de leurs impôts (impôt sur le revenu, TVA...) ou de leurs cotisations pour financer cette augmentation**, 58 % s'y opposent (contre 41 % qui se disent prêts à l'accepter).

Si elle reste minoritaire, la part de Français se disant prêts à accepter une hausse de leurs impôts et cotisations pour financer l'augmentation du RSA a progressé de dix points par rapport à 2014.

Par ailleurs, quand il est rappelé aux Français qu'aujourd'hui **le SMIC net** est d'environ 1 150 euros par mois, 88 % d'entre eux estiment **qu'il devrait être augmenté** (contre 12 % qui pensent qu'il faut le laisser à ce niveau).

## C – Majoritairement locataires, les Français sont divisés sur les priorités à donner au logement social

### 1. Partagés sur les priorités à fixer pour attribuer les logements sociaux, six Français sur dix considèrent que les locataires ayant des revenus supérieurs aux plafonds autorisés doivent pouvoir y rester moyennant une hausse de loyer

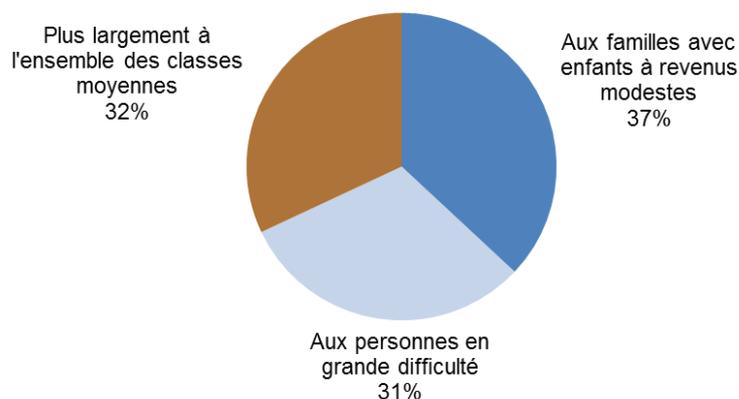
Après qu'il leur est rappelé que les logements sociaux sont attribués aux ménages situés en dessous d'un certain niveau de vie, **sept Français sur dix estiment que les revenus de leur ménage sont trop élevés pour obtenir un logement social** (69 % contre 28 % qui estiment qu'ils ne le sont pas).

- Le sentiment que leurs revenus sont trop élevés pour obtenir un logement social est majoritaire dans toutes les catégories socioprofessionnelles, même s'il est légèrement inférieur à la moyenne chez les ouvriers (57 %).
- A l'inverse, les Français ayant un niveau de revenus inférieur ou égal à 1 000 € par mois estiment à 86 % que les revenus de leur ménage ne sont pas trop élevés pour obtenir un logement social ; une proportion qui passe à 42 % chez les Français issus d'un ménage ayant un niveau de revenus entre 1 000 et 2 400 € par mois.

Les opinions des Français sur les priorités à fixer pour attribuer les logements sociaux sont assez partagées : plus d'un tiers estime que les **logements sociaux devraient être en priorité attribués aux « familles avec enfants à revenus modestes »** (37 %), mais près d'un tiers jugent qu'ils devraient l'être « **plus largement à l'ensemble des catégories moyennes** » (32 %) et une proportion quasi identique estiment qu'ils devraient plutôt être prioritairement attribués aux « **personnes en grande difficulté** » (31 %).

Graphique : près de quatre Français sur dix estiment que les logements sociaux devraient être attribués en priorité aux familles avec enfants à revenus modestes

#### Attribution des logements sociaux



Note : réponse à la question « Selon vous les logements sociaux devraient-ils être attribués en priorité... »

Lecture : en 2017, 32 % des Français estiment que les logements sociaux devraient être plus largement attribués à l'ensemble des classes moyennes

Champ : personnes de 18 ans ou plus résidant en France métropolitaine

Source : BVA, Baromètre d'opinion DREES 2017

L'analyse par critères sociodémographiques montre que :

- Le sentiment que les logements sociaux devraient être attribués en priorité aux familles avec enfants à revenus modestes est plus marqué que la moyenne chez les Français ayant au moins un enfant de moins de trois ans à charge et vivant au foyer familial (43 %), les bénéficiaires de prestations familiales (41 %) et les Français ayant un niveau de vie de 2 000 € et plus (42 %).
- Le sentiment qu'ils devraient être attribués plus largement à l'ensemble des classes moyennes est un peu plus marqué que la moyenne chez les professions intermédiaires (37 %).

Lorsqu'il leur est rappelé que certains locataires de logements sociaux ont des revenus supérieurs aux plafonds autorisés pour bénéficier d'un HLM, près de six Français sur dix privilégient une forme de tolérance avec compensation, adhérant à l'idée que « **on peut leur permettre de rester pour privilégier la mixité sociale, tout en leur faisant payer des loyers plus élevés** » (59 %). Quatre Français sur dix estiment au contraire qu'il faut « **les obliger à déménager pour permettre à ceux qui en ont vraiment besoin d'en bénéficier** » (40 %). On ne mesure pas d'écart de réponses sur ce sujet selon la catégorie socioprofessionnelle ou le fait d'habiter ou non un logement social.

### III – Les Français et les retraites

\* **65 %** des non-retraités considèrent que leur niveau de vie, une fois leur retraite prise, sera moins bon que celui de l'ensemble des Français ..... Voir p.27

\* **60 ans** est l'âge moyen auquel les Français souhaiteraient prendre leur retraite, **63 ans** celui au-delà duquel faire travailler les gens ne leur semble plus acceptable et **65 ans** celui auquel les Français non retraités pensent qu'ils seront en mesure de prendre leur retraite..... Voir p.28-29

\* **82 %** des Français estiment que le fait d'avoir élevé des enfants doit conduire à des avantages au moment de la retraite, **62 %** s'opposent à ce que ces avantages soient réservés aux familles nombreuses..... Voir p.29-30

\* **73 %** des Français pensent que de nouvelles réformes en matière de retraite sont nécessaires. .... Voir p.31

\* **53 %** des Français pensent qu'il faut garder le système fondé sur la répartition, en le réformant ..... Voir p.31

\* **51 %** des Français souhaitent que les cadres et les ouvriers aient la même durée de cotisations même s'ils n'ont pas la même espérance de vie ..... Voir p.32

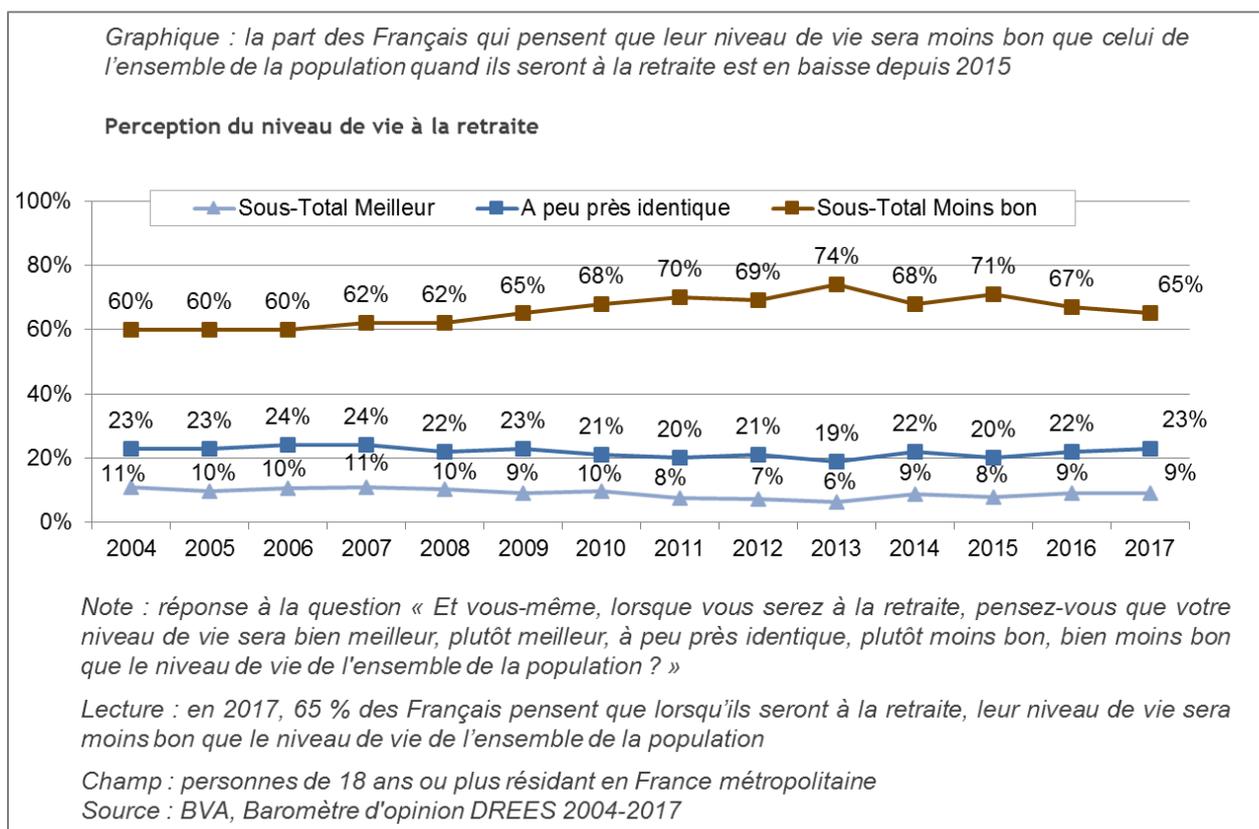
## A – Une majorité de Français pensent qu'ils auront un niveau de vie inférieur à la moyenne quand ils seront à la retraite et qu'ils s'arrêteront plus tard que ce qu'ils souhaiteraient

### 1. Six Français sur dix pensent que le niveau de vie des retraités est moins bon que celui de l'ensemble des Français et 65 % que leur niveau de vie sera inférieur à la moyenne française quand eux-mêmes seront à la retraite

Six Français sur dix estiment que **le niveau de vie moyen des retraités est « moins bon » que l'ensemble de la population** (60 %, dont 45 % « plutôt moins bon » et 15 % « bien moins bon », contre 25 % « à peu près identique » et 14 % « meilleur »). Le sentiment que le niveau de vie des retraités est moins bon que celui de la moyenne des Français a fortement progressé depuis 2004 (+29 points au total).

- Sont particulièrement convaincus que les retraités ont un niveau de vie moins bon que l'ensemble des Français : les Français âgés de 25 à 34 ans (66 %), les employés (69 %), les ouvriers (71 %) et les chômeurs (72 %). La majorité des retraités partagent également ce sentiment, mais en retrait par rapport à la moyenne (54 %).

Une part plus importante encore de Français non retraités estiment **qu'eux-mêmes auront un niveau de vie moins bon que l'ensemble des Français quand ils seront à la retraite** (65 %, contre 23 % « à peu près identique » et 9 % « meilleur »). Ce sentiment a moins évolué sur le long terme puisqu'il représentait déjà 60 % des personnes interrogées en 2004. Toutefois, il a atteint son plus haut niveau en 2013 (74 %).



Sont particulièrement convaincus qu'ils auront un niveau de vie moins bon que l'ensemble des Français quand ils seront à la retraite les Français âgés de 25 à 34 ans (72 %), les employés (72 %), les ouvriers (72 %), les chômeurs (73 %).

## **2. 38 % des Français jugent qu'aucune baisse de revenu n'est acceptable au moment du départ à la retraite**

Près de quatre Français sur dix jugent **qu'aucune baisse de revenu n'est acceptable** au moment du départ à la retraite (38 %)<sup>2</sup>. 61 % des Français jugent une baisse admissible, dont 28 % l'évaluent à -10 %, 24 % à -20 %, 8 % à -30 % et 1 % à 40 % ou plus. Ces résultats ont peu évolué depuis la première mesure en 2009.

- les employés (46 %) et les ouvriers (47 %) et les personnes issues d'un ménage ayant un niveau de revenus inférieur ou égal à 2 400 € par mois (55 % chez ceux dont le revenu est inférieur ou égal à 1 000 € et 45 % chez ceux pour qui il se situe entre 1 000 et 2 400 €) ont plus que la moyenne le sentiment qu'aucune baisse de revenu n'est acceptable au moment du départ en retraite. Chez les cadres et professions libérales, c'est une baisse de 20 % des revenus qui semble la plus acceptable.

Le souhait majoritaire des Français les concernant est par ailleurs de « **partir à la retraite dès qu'ils pourront bénéficier d'une retraite à taux plein** » (62 %), plutôt que de « **partir plus tard pour augmenter le montant de leur pension** » (23 %) ou de « **partir à la retraite plus tôt, quitte à recevoir un montant de pension plus faible** » (13 %). Ces proportions sont comparables depuis la première mesure réalisée en 2009.

## **3. Les Français situent en moyenne à 60 ans leur âge souhaité de départ à la retraite, 63 ans l'âge limite au-delà duquel il n'est plus acceptable de faire travailler les gens, mais à 65 ans leur âge probable de départ à la retraite**

**L'âge moyen de départ à la retraite souhaité par les Français est de 60 ans.** Plus de six Français sur dix estiment que dans l'idéal, ils souhaiteraient ou auraient aimé prendre leur retraite entre 60 et 64 ans (62 %). Moins de deux Français sur dix préféreraient partir avant 60 ans (14 % à 55-59 ans, 4 % entre 50 et 54 ans et 1 % avant 50 ans) tandis que 15 % voudraient partir après 65 ans. L'âge moyen de départ à la retraite souhaité par les Français est plutôt stable depuis 2010.

**C'est pourtant à 65 ans en moyenne que les non-retraités pensent qu'ils pourront prendre leur retraite.** 54 % des Français situent à 65 ans et plus leur âge probable de départ à la retraite et près d'un tiers entre 60 et 64 ans (32 %, et pour 4 % seulement avant l'âge de 60 ans.

---

<sup>2</sup> L'intitulé précis de la question posée est le suivant : « De manière générale, compte tenu des problèmes de financement des systèmes de retraite, quelle baisse de revenu vous semble acceptable au moment du départ en retraite ? »

**Les retraités, eux, situent à 60 ans l'âge moyen auquel ils ont pu prendre leur retraite.** 64 % des retraités ont pris leur retraite entre 60 et 64 ans, un quart avant 60 ans (25 %) et 10 % à 65 ans et plus.

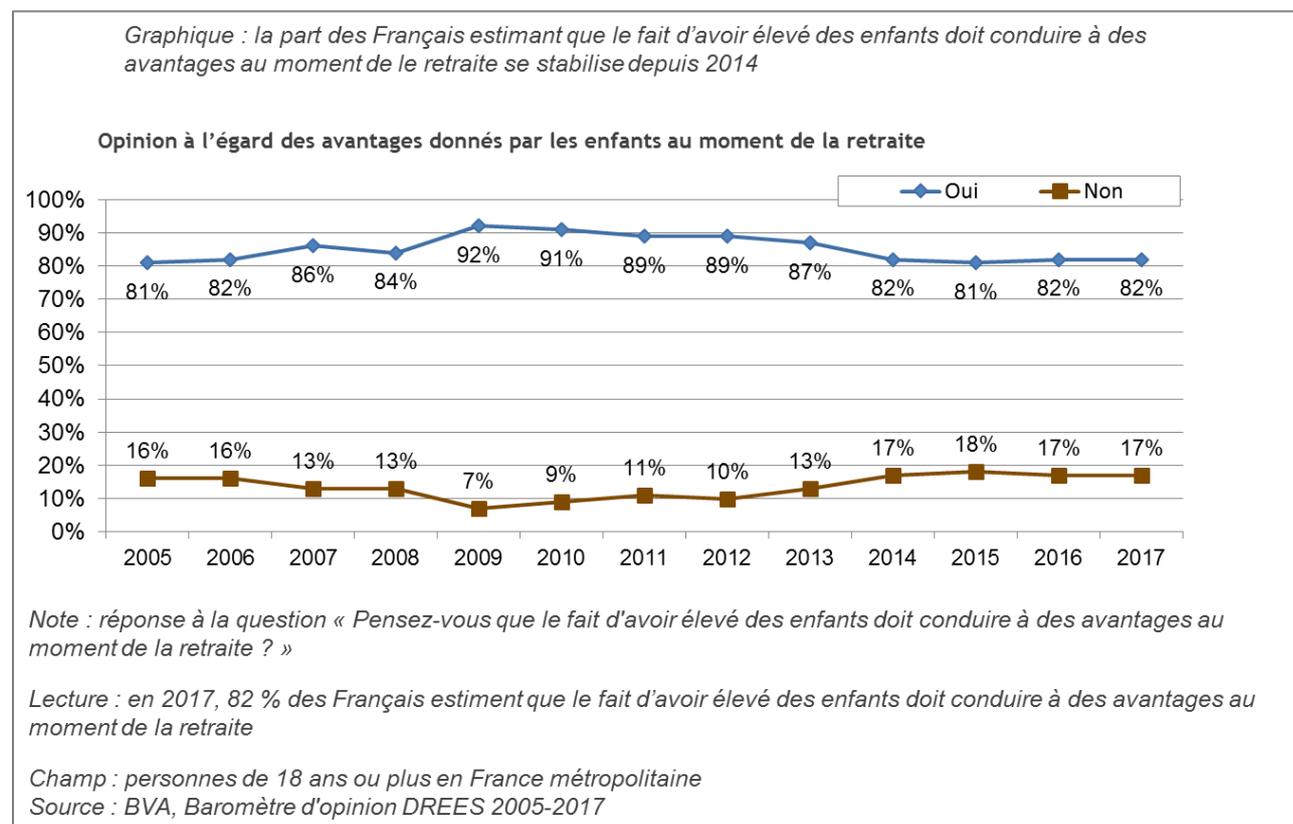
**C'est à 63 ans que les Français situent l'âge moyen à partir duquel il n'est plus acceptable de faire travailler les gens,** un résultat stable depuis 2010.

## B – Les Français favorables à ce que le fait d'avoir élevé des enfants apporte des avantages à la retraite

### 1. 82 % des Français estiment qu'avoir élevé des enfants doit amener des avantages à la retraite, et 62 % s'opposent à ce que certains avantages soient réservés aux familles nombreuses

Plus de huit Français sur dix estiment que **le fait d'avoir élevé des enfants doit conduire à des avantages au moment de la retraite** (82 %, dont 57 % pour des avantages aux deux parents et 25 % uniquement aux mères, contre 17 % opposés à tout type d'avantage lié au fait d'avoir élevé des enfants).

Le souhait que les avantages associés au fait d'avoir élevé des enfants ne soient accordés qu'aux mères a reculé de 13 points entre 2005 et 2017 au profit de l'idée qu'ils doivent être accordés aux deux parents (+14 points).



En revanche, plus de six Français sur dix sont opposés à l'idée que **certains avantages liés au fait d'avoir élevé des enfants doivent être réservés aux parents de familles nombreuses**, c'est-à-dire avec au moins trois enfants (62 %, contre 38 % qui y seraient favorables).

- L'adhésion à cette idée est plus forte que la moyenne chez les Français âgés de 65 ans et plus (48 %), ainsi que chez les premiers concernés : les Français ayant trois enfants et plus à charge au sein de leur foyer (47 %).

2. **La pension de réversion est identifiée par 62 % des Français comme ayant pour objectif d'aider tous les veufs et veuves sans limitation de durée**

Lorsqu'il leur est rappelé que « lors du décès d'une personne, son conjoint peut bénéficier d'une pension de réversion, c'est-à-dire d'une partie de la pension du conjoint décédé », une majorité de Français estiment que l'objectif principal de cette pension est **d'apporter une aide à tous les veufs et veuves sans limitation de durée** (62 %). Un peu moins de deux Français sur dix pensent que l'objectif de cette aide est de soutenir financièrement **les veufs et veuves qui ont des ressources faibles ou moyennes** (19 %) et 10 % qu'il s'agit d'une aide à destination des **veufs ou veuves qui ont encore des enfants à charge**.

## **C – Les trois quarts des Français souhaitent que les réformes se poursuivent sur les retraites afin de préserver le système par répartition, mais ils sont partagés sur les solutions**

1. **73 % des Français souhaitent poursuivre les réformes en matière de retraites, 53 % souhaitent garder le système par répartition en le réformant, mais les avis sont partagés entre allongement de la durée de cotisation et hausse des cotisations**

Près des trois quarts des Français estiment que, pour préserver le système de retraite par répartition tel qu'il existe, **des réformes supplémentaires sont encore nécessaires (73 %)**.

Parmi eux, les avis restent cependant très partagés sur la solution à privilégier pour préserver le système de retraite par répartition tel qu'il existe :

- 27 % privilégient un allongement de la durée de cotisation
- 26 % une augmentation des cotisations pesant sur les salariés
- 23 % un recul de l'âge légal de départ à la retraite
- 20 % pensent qu'il faudrait un autre type de réforme

La solution de baisser les pensions versées aux retraités n'est choisie que par 2 % d'entre eux.

- Même si les nuances sont faibles entre les niveaux de réponses, l'augmentation des cotisations des salariés est la solution privilégiée par les professions intermédiaires (33 %), ainsi que les professions libérales et cadres du supérieur (30 %) ; l'allongement de la durée de cotisation arrive en tête chez les employés (27 %) et le recul du départ à la retraite chez les ouvriers (28 %).

Une majorité de Français continuent de penser qu'à l'avenir, **il faut garder le système fondé sur la répartition, en le réformant (53 %)**, plutôt qu'ajouter au système actuel un complément d'assurance ou d'épargne individuelle (44 %). Ces résultats sont globalement stables depuis 2004.

- Le maintien du système par répartition en le réformant emporte un soutien majoritaire chez les Français de plus de 30 ans (56 % contre 41 % qui favorisent un complément d'assurance ou d'épargne au système actuel), mais pas chez les moins de 30 ans qui privilégient quant à eux l'ajout d'un complément d'assurance ou d'épargne individuelle (41 % contre 57 %).

## **2. Près de la moitié des Français estiment qu'il doit y avoir un socle commun de retraite et des différences selon le statut professionnel**

Lorsqu'il leur est rappelé qu'il existe aujourd'hui plusieurs régimes de retraite différents liés au statut professionnel (salariés du secteur privé, agriculteurs, fonctionnaires, indépendants...), un peu moins de la moitié des Français estiment qu'il « **devrait y avoir un socle commun de retraite, tout en gardant certaines différences selon le statut professionnel** » (44 %). L'idée selon laquelle « **il ne devrait y avoir qu'un seul régime de retraite, avec des caractéristiques identiques pour tous** » est approuvée par 41% des Français. Enfin, seuls 14 % des Français adhèrent à l'idée qu'il « **doit y avoir des régimes différents pour tenir compte des différences de statut professionnel** ».

L'analyse par critères sociodémographiques montre que :

- Les Français de moins de 30 ans estiment plus que la moyenne que des régimes différents doivent être maintenus pour tenir compte des différences de statut professionnel (24 %)
- Les cadres et professions libérales soutiennent plus fortement que la moyenne l'idée qu'il « **devrait y avoir un socle commun de retraite, tout en gardant certaines différences selon le statut professionnel** » (57 %)
- Les ouvriers sont davantage convaincus que la moyenne par l'idée qu'il « **ne devrait y avoir qu'un seul régime de retraite, avec des caractéristiques identiques pour tous** » (45 %). C'est également le cas des retraités (47 %).

## **3. Une large majorité de Français sont favorables à ce que les personnes ayant commencé à travailler plus jeunes partent plus tôt à la retraite, la moitié souhaitent que cadres et ouvriers cotisent le même nombre d'années malgré l'écart d'espérance de vie**

Près de neuf Français sur dix adhèrent à l'idée que « **les personnes qui ont commencé à travailler plus jeunes doivent avoir la possibilité de partir à la retraite plus tôt** » (87 %, contre 12 % pour qui « **il est normal que tout le monde parte à la retraite au même âge** »). Ce résultat est plutôt stable depuis 2009.

Il est ensuite rappelé aux Français qu'en moyenne, à 60 ans, les cadres peuvent espérer vivre encore 24 années contre 20 pour les ouvriers. La moitié des Français adhèrent alors à l'idée que « **les cadres et les ouvriers doivent cotiser le même nombre d'années pour partir à la retraite** » (51 %), quand 47 % estiment que « **les cadres doivent cotiser plus longtemps car ils ont une espérance de vie plus longue** ».

L'idée que cadres et ouvriers doivent cotiser aussi longtemps a été majoritaire entre 2004 et 2007, minoritaire ensuite entre 2009 et 2013, et est redevenue tout juste majoritaire en 2015.

- Les professions intermédiaires sont les plus favorables à ce que cadres et ouvriers cotisent le même nombre d'années (60 %, contre 38 % pour que les cadres cotisent plus longtemps) et cette opinion domine aussi chez les cadres et professions libérales (54 % contre 42 %). En revanche les ouvriers sont majoritairement favorables à ce que les cadres cotisent davantage du fait de leur espérance de vie plus longue (59 % contre 39 % pour qui la durée de cotisation doit être identique).

## IV – Les Français et la famille, le handicap et la dépendance

\* **54 %** des Français estiment que la société ne se donne pas les moyens d'intégrer les personnes en situation de handicap ..... *Voir p.35*

\* **58 %** des Français estiment que l'accessibilité des personnes en situation de handicap aux équipements et lieux publics s'est améliorée ces dernières années ..... *Voir p.36*

\* **66 %** des Français jugent que c'est principalement à l'État et aux pouvoirs publics de prendre en charge financièrement les personnes âgées dépendantes ..... *Voir p.38*

\* **60 %** des Français seraient prêts à épargner davantage pour anticiper une situation de dépendance ..... *Voir p.39*

\* **75 %** des aidants estiment ne pas être suffisamment reconnus et aidés par les pouvoirs publics ..... *Voir p.40*

## **A – Aux yeux des Français, la conciliation entre vie privée et vie professionnelle doit être la priorité de la politique familiale**

Amenés à identifier quel devrait être l'objectif prioritaire de la politique familiale, les Français citent prioritairement « **permettre une meilleure conciliation entre vie familiale et vie professionnelle** » (35 %), et « **permettre aux familles de mieux se loger** » (32 %).

Viennent ensuite les idées de « **rendre les jeunes de plus 20 ans plus autonomes à l'égard de leurs familles** » (18 %) et de « **rapprocher les niveaux de vie des familles avec enfants et des personnes sans enfant** » (11 %). **Soutenir la natalité** n'est considéré comme devant être l'objectif prioritaire que par 5 % des Français.

Entre 2006 et 2009, c'est le logement qui était considéré comme devant être l'objectif prioritaire de la politique familiale. La conciliation vie privée/vie professionnelle est redevenue prioritaire aux yeux d'une proportion comparable de Français à partir de 2015.

L'analyse par critères sociodémographiques montre que :

- La conciliation entre vie privée et vie professionnelle est plus citée que la moyenne comme devant être une priorité par les femmes (39 %), les cadres (40 %), les professions intermédiaires (39 %), les employés (39 %), mais aussi par les Français ayant au moins un enfant à charge de moins de 19 ans dans le foyer (40 %) et particulièrement un enfant de moins de trois ans (46 %)
- Aider les familles à mieux se loger est jugé prioritaire par les ouvriers (36 %) et les Français issus d'un ménage ayant un niveau de revenus inférieur ou égal à 1 000 € par mois (42 %).

## **B – Les Français sont divisés sur l'intégration des personnes handicapées dans la société et certains sujets touchant à la prise en charge du handicap**

1. **54 % des Français estiment que la société ne se donne pas les moyens d'intégrer les personnes handicapées, mais 58 % considèrent que l'accessibilité pour les personnes en situation de handicap s'est améliorée**

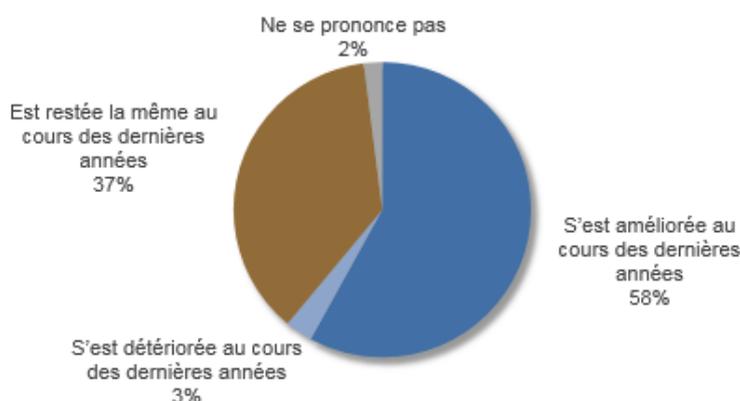
Un peu plus d'un Français sur deux estiment que **la société actuelle ne se donne pas les moyens d'intégrer les personnes handicapées** (54 %, dont 18 % « pas du tout », contre 45 % qui pensent qu'elle s'en donne les moyens).

- Ce sentiment est particulièrement marqué chez les salariés du public (60 %) et chez les ménages bénéficiant de prestations liées au handicap, à l'invalidité ou à la dépendance (63 %).

Cependant, aux yeux de près de six Français sur dix – d’après ce qu’ils savent des lieux et équipements publics ou collectifs de leur quartier – **l’accessibilité pour les personnes handicapées s’est améliorée au cours des dernières années** (58 %, contre 37 % pour qui elle est « restée la même » et 3 % qu’elle s’est « détérioré »).

*Graphique : d’après leur niveau de connaissance sur les lieux et équipements publics ou collectifs dans leur quartier, une majorité de Français considèrent que l’accessibilité pour les personnes handicapées s’est améliorée au cours des dernières années*

**Accessibilité pour les personnes handicapées**



*Note : réponse à la question « D’après ce que vous savez des lieux et équipements publics ou collectifs de votre quartier, l’accessibilité pour les personnes handicapées ... »*

*Lecture : en 2017, d’après ce qu’ils savent des lieux et équipements publics ou collectifs de leur quartier, 58 % des Français jugent que l’accessibilité pour les personnes handicapées s’est améliorée au cours des dernières années*

*Champ : personnes de 18 ans ou plus en France métropolitaine*

*Source : BVA, Baromètre d’opinion DREES 2017*

- Les ménages bénéficiant de prestations liées au handicap, à l’invalidité ou à la dépendance (AAH, APA, PCH...), font un constat plus mitigé : 48 % pensent que l’accessibilité pour les personnes handicapées s’est améliorée et 46 % qu’elle est restée la même ces dernières années.
- D’autre part, le sentiment que les choses se sont améliorées en matière d’accessibilité ces dernières années est plus marqué auprès des habitants en milieu rural<sup>3</sup> (64 %) qu’ailleurs et plus particulièrement qu’en agglomération parisienne (53 %).

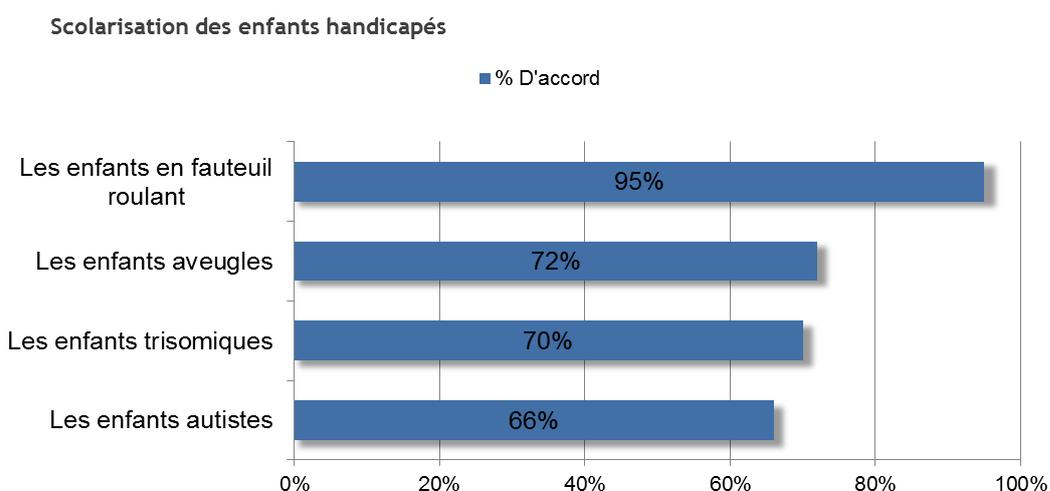
Amenés à exprimer leur opinion sur la scolarisation d’enfants en situation de handicap avec les autres enfants dans l’école de leur quartier, les Français formulent des réponses différenciées selon le type de handicap :

<sup>3</sup> Note de lecture : Les territoires évoqués correspondent aux regroupements de communes par agglomérations :

- Communes rurales : communes ne présentant pas de zone de bâti continu comptant au moins 2 000 habitants.
- Agglomérations < 20.000 habitants
- Agglomérations de 20.000 à 100.000 habitants
- Agglomérations de 100.000 habitants et plus (hors agglomération parisienne)
- Agglomération parisienne

- Plus de neuf Français sur dix sont d'accord avec l'idée que **des enfants en fauteuil roulant** soient scolarisés dans la même école que les autres enfants (95 %, dont 73 % « tout à fait d'accord »)
- 72 % des Français sont du même avis s'agissant **des enfants aveugles** (dont 45 % « tout à fait », contre 28 % qui ne sont pas d'accord) et 70 % pour **les enfants trisomiques** (dont 38 % « tout à fait »)
- 66 % des Français sont d'accord **quand il s'agit d'enfants autistes** (dont 33 % « tout à fait », contre 33 % qui sont en désaccord avec cette idée)

Graphique : une grande majorité de Français sont d'accord pour que les enfants en situation de handicap puissent être scolarisés avec les autres enfants dans l'école de leur quartier



Note : réponse à la question « Êtes-vous d'accord avec le fait que les enfants présentant les handicaps suivants puissent être scolarisés avec les autres enfants, dans l'école de votre quartier »

Lecture : 70 % des Français sont d'accord avec l'idée que des enfants trisomiques puissent être scolarisés avec les autres enfants, dans l'école de leur quartier

Champ : personnes de 18 ans ou plus résidant en France métropolitaine  
Source : BVA, Baromètre d'opinion DREES 2015-2017

## **2. Les Français sont partagés sur l'idée de réserver l'aide au handicap aux personnes disposant de faibles revenus, et 83 % d'entre eux soutiennent l'idée que l'AAH soit supérieure au RSA**

Les Français sont très partagés sur le conditionnement des aides aux personnes handicapées à leur niveau de revenus : 50 % d'entre eux pensent que **l'aide doit être accordée « à toutes les personnes se trouvant dans cette situation quel que soit leur niveau de revenus »** et 50 % **« uniquement aux personnes disposant de faibles revenus »**.

Les opinions des Français ont sensiblement évolué dans le temps puisqu'en 2008, près de sept Français sur dix estimaient que l'aide au handicap devait être réservée aux personnes disposant de faibles revenus (69 %).

- Sont nettement favorables à ce que l'aide financière au handicap soit accordée à toutes les personnes se trouvant dans cette situation quel que soit leur niveau de revenus les Français de moins de 30 ans (59 %, pour 47 % des plus de 30 ans), les employés (59 %) et ceux appartenant à un ménage bénéficiaire de prestations liées au handicap, à l'invalidité ou à la dépendance comme AAH, APA, PCH... (58 %).

Il est ensuite rappelé qu'il existe aujourd'hui une allocation qui assure un revenu minimum aux personnes handicapées d'un montant d'environ 810 € par mois pour une personne seule, contre environ 550 € pour le RSA. Sur la base de ces informations, 83 % des Français adhèrent à l'idée qu'il est « **normal qu'une personne handicapée ait un revenu minimum supérieur à une personne non handicapée** », contre 16 % qui soutiennent plutôt l'idée que « **les minima sociaux devraient être les mêmes, que la personne soit handicapée ou non** ».

## **C – Les Français attendent majoritairement de l'État plus de prise en charge de la dépendance et continuent de privilégier les solutions de prise en charge à domicile**

1. **Pour 66 % des Français, c'est à l'État et aux pouvoirs publics de prendre en charge financièrement les personnes âgées dépendantes**

Pour deux tiers des Français, c'est **principalement à l'État et aux pouvoirs publics de prendre en charge financièrement les personnes âgées dépendantes** (c'est-à-dire ne pouvant vivre seules, sans aide) : 66 % en sont convaincus, contre 24 % pour qui cela doit principalement relever **des enfants ou des familles des personnes âgées dépendantes**, et 9 % qui considèrent que cela doit principalement relever « **des personnes âgées dépendantes elles-mêmes, en épargnant ou souscrivant une assurance privée** ».

2. **Pour 47 % des Français, la création d'une cotisation spécifique à la dépendance doit rester facultative et pour 69 % d'entre eux, l'aide financière doit être uniquement accordée aux personnes ayant de faibles revenus**

Dans l'hypothèse où serait créée une cotisation spécifique pour être couvert au cas où l'on devienne dépendant, une majorité de Français estiment que **cette cotisation ne devrait exister que pour ceux qui le veulent** (47 %), quand 33 % estiment qu'elle devrait être « **obligatoire pour tous** » et 19 % « **obligatoire, à partir d'un certain âge** ».

- Sont plus convaincus que la moyenne que cette cotisation devrait être obligatoire pour tous : les 65 ans et plus (38 %) et les cadres et professions libérales (41 %).

Pour près de sept Français sur dix, **une aide financière pour compenser les surcoûts liés à la dépendance des personnes âgées doit être accordée uniquement aux personnes disposant de faibles revenus (69 %)**, quand 30 % préfèrent qu'elle soit accordée **à toutes les personnes se trouvant dans cette situation, quel que soit leur niveau de revenus.**

Même s'il reste minoritaire, le sentiment que l'aide financière à la dépendance doit être accordée à tous sans conditions de revenus a progressé de huit points depuis l'année 2006.

### **3. 60 % des Français sont prêts à épargner davantage pour anticiper une situation de dépendance pour eux-mêmes et plus de la moitié privilégient les solutions de prise en charge à domicile plutôt qu'en établissement**

Six Français sur dix se disent **prêts à épargner davantage en prévision d'une éventuelle situation de dépendance les concernant (60 % contre 39 % qui ne se disent pas prêts à le faire)**. Cette proportion oscille entre 60 % et 67 % depuis l'année 2004.

- La propension à épargner davantage en prévision d'une situation de dépendance est étroitement liée au niveau de revenus : si 65 % des Français issus de ménages ayant un niveau de revenus supérieur ou égal à 2 400 € par mois se disent prêt à plus épargner, ce n'est le cas que de 45 % des Français issus de ménage dont le niveau de revenus est inférieur ou égal à 1 000 € par mois.

Amenés à se projeter dans l'hypothèse où l'un de leurs parents proches devenait dépendant, les Français estiment **qu'ils essaieraient en priorité de faire en sorte de pouvoir s'occuper de lui à son domicile (34 %)**. Viennent ensuite **l'hypothèse d'accueillir le proche chez eux (26 %)**, et celle de **consacrer une partie de leur revenu à lui payer des aides de manière à ce qu'il reste à son domicile (21 %)**. En quatrième et dernière position vient **l'hypothèse de placer le proche dépendant dans une institution spécialisée (18 %)**.

Les deux tiers des Français estiment d'ailleurs que pour eux-mêmes à l'avenir, **vivre dans un établissement pour personnes âgées ne serait pas envisageable (65 % dont 42 % « pas du tout », contre 34 % qui considèrent cette hypothèse comme envisageable)**.

La part de Français jugeant inenvisageable de vivre dans un établissement pour personnes âgées a progressé de 11 points depuis 2004.

4. **22 % des Français se disent aidants pour une personne dépendante et les trois quarts d'entre eux s'estiment insuffisamment reconnus et aidés par les pouvoirs publics**

**22 % des Français se disent actuellement en situation d'apporter une aide régulière et bénévole à une personne âgée dépendante vivant chez eux, chez elle ou ailleurs (institution...).**

- Parmi eux, quatre aidants sur dix estiment **passer entre 1h et 3h avec leur proche dépendant chaque semaine**, sans compter les moments de soutien moral (41 %), 19 % moins d'1h et 35 % plus de 3h par semaine. 5 % des Français aidants vivent avec le proche dépendant.
- De plus, trois quarts d'entre eux ont le sentiment de **ne pas être suffisamment aidés et considérés en tant qu'aidants par les pouvoirs publics** (75 %, contre 20 % qui sont d'un avis contraire).

Amenés à juger ce que les pouvoirs publics devraient faire en priorité pour améliorer la situation des aidants, les Français citent avant tout **l'ouverture de centres d'accueil de jour pour recevoir les personnes dépendantes dans la semaine** (38 %), devant l'idée de **fournir une aide financière** (25 %), mais aussi de **permettre un meilleur aménagement du temps de travail** (17 %) et de **permettre aux aidants d'être formés** (16 %).

- Pour les ménages bénéficiaires de prestations liées au handicap, à l'invalidité ou à la dépendance (AAH, APA, PCH...), la priorité doit être de fournir une aide financière (35 %).

## V – Les Français et la protection sociale

\* **39 %** des Français estiment que les allocations familiales devraient bénéficier à tous sans distinction de catégories sociales et de statut professionnel, et **36 %** uniquement à ceux qui ne peuvent pas ou n'ont pas les moyens de s'en sortir seuls..... Voir p.42

\* **62 %** des Français jugent normal que la France consacre un tiers du revenu national au financement de la protection sociale mais **57 %** estiment que le système de sécurité sociale coûte trop cher à la société ..... Voir p.43-44

\* **58 %** des Français jugent que la priorité doit être de maintenir le niveau de prestations plutôt que de réduire le déficit de la Sécurité Sociale ..... Voir p.44

\* **48 %** des Français estiment que les entreprises ne doivent ni plus ni moins cotiser pour la protection sociale..... Voir p.46

## **A – Les Français entre attachement à l’universalité du système et souhait de prendre davantage en compte le niveau de cotisation**

Les Français restent en partie attachés au principe d’universalité du système de protection sociale, mais une part non négligeable d’entre eux souhaitent que le bénéfice des prestations soit davantage en lien avec le niveau de cotisation.

Les deux tiers des Français sont favorables à ce que **l’assurance maladie** bénéficie « **à tous sans distinction de catégories sociales et de statut professionnel** (chômeurs, salariés du secteur privé, fonctionnaires, agriculteurs, commerçants, etc.) » (67 %), mais 18 % estiment qu’elle devrait « **profiter davantage à ceux qui cotisent, avec un niveau minimal de protection pour les autres** », et 11 % considèrent qu’elle ne devrait bénéficier **qu’à ceux qui cotisent** (pour 5 % « **uniquement à ceux qui n’ont pas les moyens de s’en sortir seuls** »).

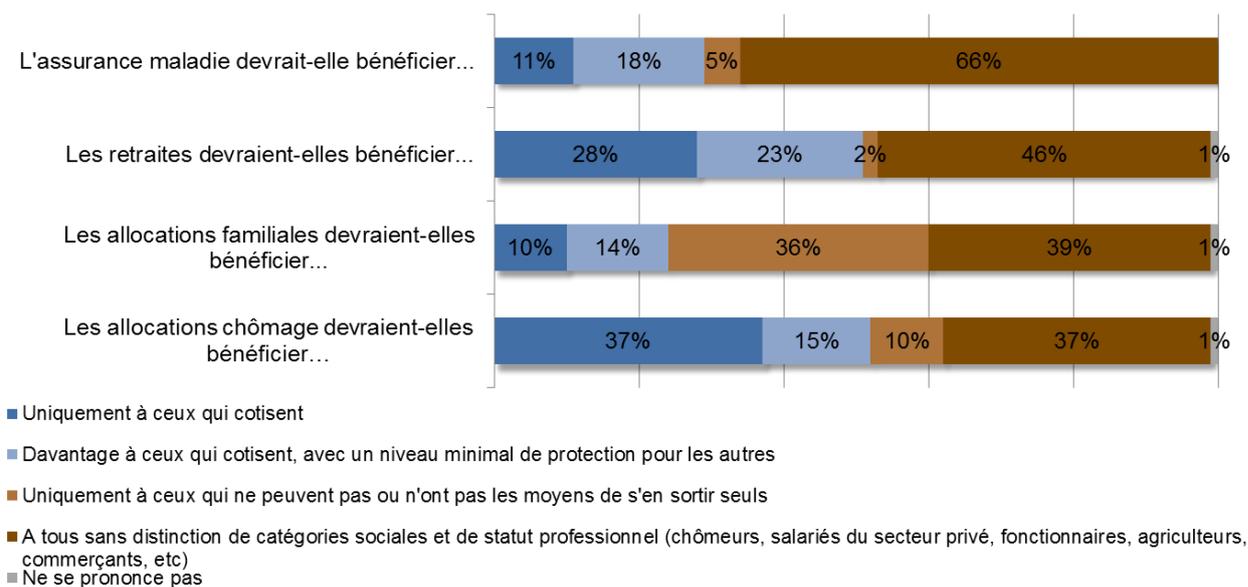
Sur **les retraites**, 46 % des Français souhaitent qu’elles bénéficient à tous, mais 28 % considèrent qu’elles ne devraient bénéficier qu’à ceux qui cotisent et 26 % davantage à ceux qui cotisent (2 % uniquement à ceux qui n’ont pas les moyens de s’en sortir seuls).

S’agissant des **allocations familiales**, les Français ne considèrent plus qu’à 39 % qu’elles doivent bénéficier à tous, mais 36 % estiment qu’elles ne devraient bénéficier qu’à ceux qui ne peuvent pas ou n’ont pas les moyens de s’en sortir seuls, 14 % « davantage à ceux qui cotisent, avec un niveau minimal de protection pour les autres » (et 10 % uniquement à ceux qui cotisent).

Enfin, concernant les **allocations chômage**, les avis sont plus partagés : 37 % sont pour qu’elles bénéficient à tous sans distinction de catégories sociales et de statut professionnel, mais une part identique préfère qu’elles soient réservées à ceux qui cotisent (37 %). Pour 15 % des Français, elles devraient bénéficier davantage à ceux qui cotisent, avec un niveau minimal de protection pour les autres, quand 10 % estiment qu’elles ne devraient bénéficier qu’à ceux qui n’ont pas les moyens de s’en sortir seuls.

Graphique : L'assurance maladie est la prestation sociale dont l'universalité est la plus souhaitée

Bénéficiaires souhaités des prestations sociales



Note : réponse à la question « A votre avis... ? »

Lecture : en 2017, 66% des Français estiment que l'assurance maladie devrait bénéficier à tous sans distinction de catégories sociales et de statut professionnel

Champ : personnes de 18 ans ou plus résidant en France métropolitaine

Source : BVA, Baromètre d'opinion DREES 2017

## B – Des Français plutôt favorables à l'État providence et au système social malgré un coût jugé trop élevé

### 1. Les Français majoritairement attachés à ce que l'État finance la protection sociale et unanimes sur le fait que l'assurance maladie et le système de retraite restent essentiellement publics

Quand il leur est rappelé que **la France consacre environ le tiers du revenu national au financement de la protection sociale**, plus de six Français sur dix estiment que c'est « **normal** » (62 %), quand 22 % jugent que c'est « **insuffisant** » et 14 % « **excessif** ». Les opinions sur le sujet sont plutôt stables depuis 2009.

Pour six Français sur dix, **la solidarité devrait avant tout être l'affaire de l'État, des collectivités locales ou de la Sécurité sociale** (60 %), tandis que 31 % considèrent que c'est avant tout l'affaire des individus et des familles et 8 % des associations. Le sentiment que la solidarité doit avant tout relever de l'État, des collectivités locales et de la Sécurité sociale a progressé de neuf points de pourcentage par rapport à 2011.

- Ce sentiment est particulièrement marqué chez les Français âgés de 65 ans et plus (65 %), les cadres et professions libérales (65 %) et les salariés du public (64 %).

Plus de neuf Français sur dix considèrent que **le système d'assurance maladie doit rester essentiellement public** (94 %, dont 75 % « tout à fait », contre 5 % qui sont d'un avis contraire). Le souhait est tout aussi unanime s'agissant **du système de retraite** (93 % dont 72 % « tout à fait », contre 7 %).

2. **Le système de Sécurité sociale reste nettement perçu comme un modèle pour les autres pays et efficace, même si 57 % des Français jugent qu'il coûte trop cher**

Plus de huit Français sur dix estiment que **notre système de Sécurité sociale « peut servir de modèle à d'autres pays »** (83 %, dont 31 % « tout à fait », contre 16 % qui sont d'un avis contraire).

Plus de sept Français sur dix jugent par ailleurs que **le système de Sécurité sociale français fournit un niveau de protection suffisant** (72 %, contre 27 %).

En revanche, près de six Français sur dix estiment que **ce système coûte trop cher à la société** (57 %, contre 41 %). Cette opinion a pourtant reculé de dix points de pourcentage par rapport à 2014.

- Le sentiment que le système de Sécurité sociale français coûte trop cher à la société est particulièrement marqué chez les artisans ou commerçants (70 %), les ouvriers (64 %) et les employés (62 %), alors que cette opinion est plus en retrait chez les cadres et professions libérales (49 %). Il est également plus fort chez les salariés du privé (63 %) que du public (54 %).

## **C – Les Français attachés à une forme de *statu quo* en matière de prestations et de niveau de cotisation des entreprises**

1. **Une majorité de Français attachés au maintien du niveau des prestations sociales plutôt qu'à chercher à réduire le déficit de la Sécurité sociale**

Amenés à exprimer ce qui est le plus important à leurs yeux, près de six Français sur dix choisissent de « **maintenir au niveau actuel les prestations sociales et les remboursements d'assurance maladie** » (58 %), plutôt que de « **prendre des mesures pour réduire le déficit de la Sécurité Sociale** » (41 %).

Les cadres et professions libérales (49 %) et les Français issus de ménages ayant des revenus supérieurs ou égaux à 2 400 € (45 %) sont plus nombreux que la moyenne à juger prioritaire de prendre des mesures pour réduire le déficit de la Sécurité Sociale.

La part de Français **prêts** – compte tenu de leur niveau de ressources – à **accepter une diminution des prestations pour payer moins d'impôts ou moins de cotisations** est très minoritaire quelles que soient les prestations testées :

- Seulement 17 % des Français seraient prêts à accepter une diminution des **retraites** (contre 80 %, dont 59 % « pas du tout »), 18 % une baisse des prestations de **l'assurance maladie** (contre 80 %, dont 59 % « pas du tout »), 18 % des **allocations aux personnes handicapées** (contre 75 %, dont 55 % « pas du tout ») et 18 % pour **les allocations aux personnes âgées dépendantes** (contre 76 % dont 55 % « pas du tout »)
- Une part légèrement supérieure de Français seraient prêts à accepter une diminution **des allocations chômage** (22 % contre 70 %), **des allocations logement** (23 % contre 70 %) et une diminution des **allocations familiales** (25 % contre 66 %).

Un split\* a été réalisé sur cette question pour tester l'impact de différentes formulations, mais les résultats sont identiques que l'on demande aux Français, s'ils sont « *prêts à accepter une diminution des prestations pour payer moins d'impôts ou moins de cotisations* » ou s'ils sont « *favorables à une baisse des impôts ou des cotisations qu'ils payent en échange d'une diminution des différentes prestations* » ou enfin s'ils sont « *prêts à accepter une baisse des différentes prestations en échange d'une baisse de leurs impôts ou de leurs cotisations* ».

**\*SPLIT :** pour certaines questions, l'échantillon a été divisé en plusieurs groupes afin de pouvoir tester différentes formulations et évaluer leur impact sur les résultats.

Ici, trois libellés ont été testés :

1. *Personnellement, compte-tenu de votre niveau de ressources, êtes-vous prêt à accepter une diminution des prestations pour payer moins d'impôts ou moins de cotisations ? (Oui, tout à fait, oui plutôt, non plutôt pas, non pas du tout)*

2. *Personnellement, compte-tenu de votre niveau de ressources, seriez-vous favorable à une baisse des impôts ou des cotisations que vous payez en échange d'une diminution de... ? (Oui, tout à fait, oui plutôt, non plutôt pas, non pas du tout)*

3. *Accepteriez-vous une baisse de la prestation suivante en échange d'une baisse de vos impôts ou de vos cotisations ? (Oui, tout à fait, oui plutôt, non plutôt pas, non pas du tout)*

## 2. La moitié des Français estiment que les entreprises ne doivent ni plus ni moins cotiser

Aux yeux d'une majorité de Français, **le niveau de cotisation des entreprises pour la protection sociale ne doit pas évoluer** : 48 % estiment que « les entreprises ne doivent ni plus, ni moins cotiser qu'actuellement », quand 41 % souhaiteraient qu'elles cotisent davantage et 8 % moins. Le souhait de voir les entreprises davantage cotiser pour la protection sociale a progressé de neuf points de pourcentage depuis 2012.

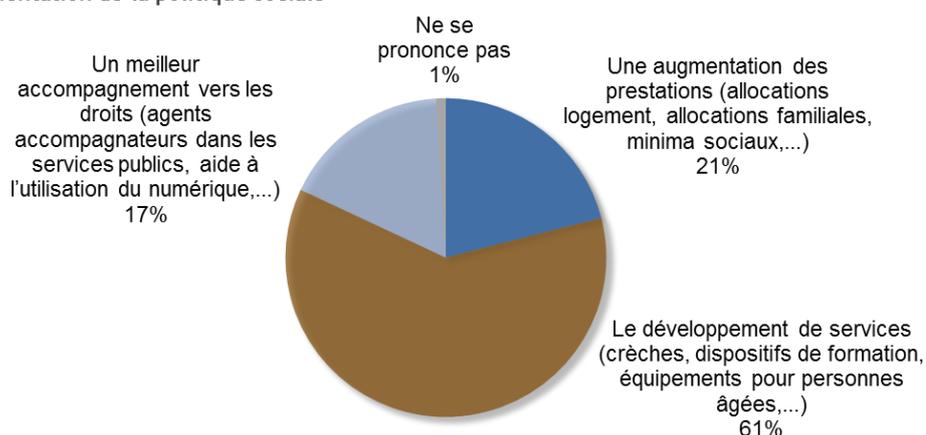
- Le souhait que les entreprises cotisent davantage pour la protection sociale est au-dessus de la moyenne chez les Français de moins de 30 ans (48 %), les ouvriers (48 %) et employés (47 %).

## 3. La priorité en matière de politique sociale aux yeux des Français : développer de nouveaux services plutôt que d'augmenter les prestations existantes

Il est rappelé ensuite que la politique sociale repose sur des prestations versées directement aux ménages et sur des services fournis à prix réduit ou gratuitement. Une fois rappelé ce contexte, six Français sur dix estiment que le type d'actions le plus nécessaire aujourd'hui en matière de politique sociale est « **le développement de services (crèches, dispositifs de formation, équipements pour personnes âgées...)** » (61 %), plus qu'une « **augmentation des prestations (allocations logement, allocations familiales, minima sociaux...)** » (21 %) ou « **un meilleur accompagnement vers les droits (agents accompagnateurs dans les services publics, aide à l'utilisation du numérique...)** » (17 %).

Graphique : En matière de politique sociale, six Français sur dix souhaitent en priorité un développement de services

Orientation de la politique sociale



Note : réponse à la question « La politique sociale repose sur des prestations versées directement aux ménages et des services fournis à prix réduit ou gratuitement. En matière de politique sociale, quel type d'actions vous semble le plus nécessaire aujourd'hui ? »

Lecture : en 2017, 21% des Français jugent nécessaire l'augmentation des prestations

Champ : personnes de 18 ans ou plus résidant en France métropolitaine

Source : BVA, Baromètre d'opinion DREES 2017

## VI – Les Français et la santé

\* **44 %** des Français pensent que l'état de santé des Français en général s'est dégradé ces dernières années ..... Voir p.48

\* **55 %** des Français estiment que la qualité des soins n'est pas la même selon le niveau de revenus et **60 %** qu'elle diffère selon le lieu d'habitation ..... Voir p.50

\* **53 %** des Français estiment qu'il n'y a pas suffisamment de médecins spécialistes à proximité de chez eux ..... Voir p.52

\* **50 %** des Français sont satisfaits de la qualité des soins aux urgences ..... Voir p.54

\* **82 %** des Français estiment que si les dépenses de santé sont trop élevées, c'est parce que le système n'est pas bien géré mais **67 %** pensent qu'il n'y a pas de raison de limiter les dépenses car la santé n'a pas de prix ..... Voir p.56

\* **76 %** des Français se disent plutôt opposés à une hausse des cotisations pour réduire le déficit de la Sécurité Sociale Voir p.57

\* **90 %** des Français estiment que les Français consomment trop de médicaments, mais seulement **12 %** admettent eux-mêmes trop en consommer ..... Voir p.58

## **A – Une majorité de Français s’estiment en bonne santé, mais près de la moitié d’entre eux juge que l’état de santé général des Français se dégrade**

### **1. 71 % des Français s’estiment en bonne santé, 25 % sont en affection de longue durée**

Plus de sept Français sur dix estiment que **leur état de santé général est « bon »** (71 %, dont 25 % « très bon », contre 22 % « moyen » et 8 % « mauvais »). Ces résultats sont plutôt stables depuis 2007.

L’analyse par critères sociodémographiques montre que :

- 87 % des Français âgés de moins de 30 ans s’estiment en bonne santé, contre 67 % des Français âgés de plus de 30 ans (et 55 % de ceux âgés de 65 ans et plus)
- 68 % des ouvriers et 77 % des employés se disent en bonne santé, contre 88 % des cadres et 82 % des professions intermédiaires
- 63 % des chômeurs s’estiment en bonne santé
- 63 % des Français ayant un niveau de vie inférieur ou égal à 1 400 € par mois se disent en bonne santé, contre 82 % des Français ayant un niveau de vie supérieur ou égal à 2 000 €

**Un quart des Français estiment être limités depuis au moins six mois à cause d’un problème de santé, dans les activités que les gens font habituellement** (25 % contre 75 %). Cette proportion a progressé de sept points de pourcentage par rapport à 2007.

- La proportion monte à 37 % chez les Français âgés de 65 ans et plus, elle est de 23 % chez les ouvriers, pour 12 % chez les cadres. Un tiers des Français ayant un niveau de vie inférieur ou égal à 900 € par mois se disent par ailleurs limités depuis six mois par un problème de santé, contre 22 % ayant un niveau de vie compris entre 1 400 et 1 999 € et 18 % chez ceux ayant un niveau de vie supérieur ou égal à 2 000 €.

Une proportion similaire de Français (25 %) dit être **en ALD** (affection de longue durée, pour laquelle les soins sont pris en charge à 100 % par l’Assurance maladie ou la Sécurité sociale).

2. **44 % des Français pensent que l'état de santé des Français s'est détérioré ces dernières années mais sont partagés sur les causes de ce mauvais état de santé**

Aux yeux de 44 % des Français, **l'état de santé des Français s'est détérioré ces dernières années** (contre 35 % pour lesquels il s'est amélioré et 19 % pour lesquels il est resté identique).

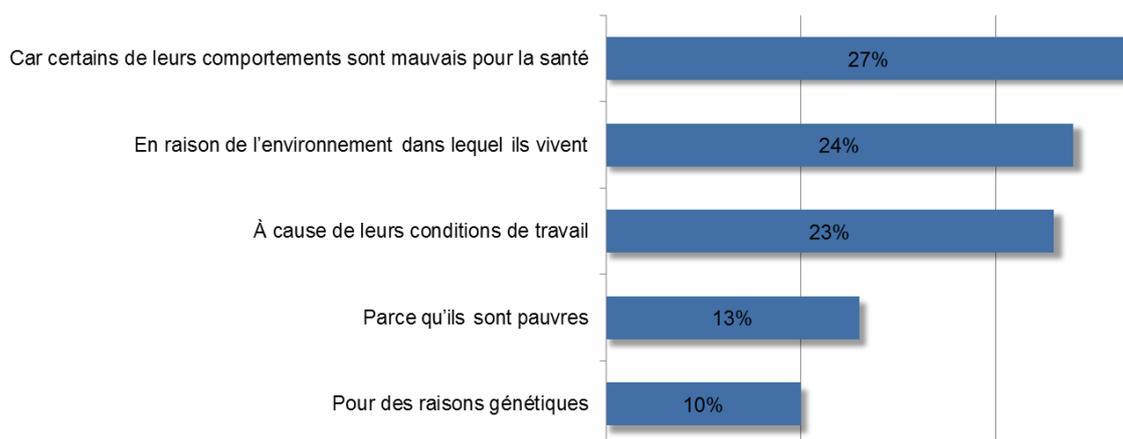
À partir de 2007, moins de la moitié des Français jugeaient que l'état de santé de leurs compatriotes s'améliorait (50 % en 2006 puis 43 % en 2007). Ce constat de dégradation l'emporte de peu depuis 2016 (44 % considéraient qu'il s'est détérioré).

- Le sentiment que l'état de santé des Français s'est détérioré ces dernières années est plus marqué que la moyenne chez les employés (52 %) et les ouvriers (51 %), chez les chômeurs (51 %) et les Français ayant un niveau de vie inférieur ou égal à 1 000 € par mois (54 %)

Les Français sont très partagés sur les causes probables des graves problèmes de santé de certaines personnes : le sentiment que « **certains de leurs comportements sont mauvais pour la santé** » (27 %), l'idée que c'est surtout lié à « **l'environnement dans lequel ils vivent** » (24 %), ou encore à cause de « **leurs conditions de travail** » (23 %) arrivent en tête. En quatrième position, **la pauvreté** est aussi identifiée comme l'une des principales causes des problèmes graves de santé de certaines personnes (13 %), ainsi que **les raisons génétiques** (10 %).

Graphique : Les Français estiment en premier lieu que les graves problèmes de santé sont dus principalement aux comportements individuels

Principales raisons de graves problèmes de santé



Note : réponse à la question « Les problèmes de santé peuvent avoir plusieurs causes. Pensez-vous que si les gens souffrent de graves problèmes de santé, c'est principalement... ? »

Lecture : en 2017, 23% des Français considèrent que si les gens souffrent de graves problèmes de santé, c'est principalement à cause de leurs conditions de travail

Champ : personnes de 18 ans ou plus résidant en France métropolitaine

Source : BVA, Baromètre d'opinion DREES 2017

L'analyse par critères sociodémographiques montre que :

- Les Français âgés de 65 ans et plus citent plus que la moyenne les mauvais comportements des gens pour leur santé (32 %), mais aussi leur pauvreté (17 %). Les Français de moins de 30 ans citent prioritairement l'environnement de vie (29 %).
- Les conditions de travail arrivent en tête des principales causes de problèmes graves de santé auprès des ouvriers (37 %), quand les cadres et professions libérales identifient plutôt l'environnement de vie (34 %).
- Les Français dont le revenu du foyer est inférieur ou égal à 1 000 € par mois citent plus que la moyenne la pauvreté comme pouvant être à l'origine de graves problèmes de santé (19 %), mais les premières causes identifiées restent les comportements des personnes elles-mêmes, leur environnement de vie et leurs conditions de travail.

## **B – Les Français estiment que la qualité des soins dépend du niveau de vie et du lieu d'habitation, mais s'en disent plutôt satisfaits**

### **1. La moitié des Français pensent que la qualité des soins dépend du niveau de revenus et plus encore du lieu d'habitation**

Amenés à juger de l'**impact du niveau de revenus** sur la prise en charge par le système de soins :

- Huit Français sur dix adhèrent à l'idée que « **tout le monde peut être soigné quel que soit son revenu** » (80 % contre 20 % plutôt pas d'accord). Ce sentiment a sensiblement progressé depuis l'année 2004, gagnant 13 points de pourcentage.
- Plus de six Français sur dix adhèrent plutôt à l'idée que « **les délais d'attente pour se faire soigner ne dépendent pas du niveau de revenus** » (62 % contre 37 %)
- En revanche, seule une minorité de Français pensent « **qu'on a la même qualité de soins quel que soit son revenu** » (44 %, contre 55 % qui ne sont pas de cet avis), un sentiment plutôt stable depuis l'année 2004.

L'opposition à l'idée qu'on a la même qualité de soins quel que soit son revenu est plus marquée que la moyenne chez les professions libérales et cadres du supérieur (65 %), et les Français ayant un niveau de vie compris entre 900 € et 1 399 € par mois (60 %).

Un split\* a été réalisé sur cette question pour tester l'impact de différentes formulations :

- Plus de sept Français sur dix adhèrent alors à une nouvelle idée testée en 2017 : « **tout le monde a le même risque d'avoir des problèmes de santé quel que soit son revenu** » (72 % contre 28 %)
- Quand elle est formulée sans négation, l'idée « **on a les mêmes délais d'attente pour se faire soigner quel que soit son revenu** » clive les répondants (49 % sont plutôt d'accord et 49 % plutôt pas d'accord) alors que les opinions sont plus tranchées avec la formulation historique (62 % sont d'accord avec l'idée que les délais d'attente ne dépendent pas du niveau de revenus)
- L'adhésion à l'idée que « **on a la même qualité de soins quel que soit son revenu** » est alors plus faible malgré une formulation identique à l'autre sous-échantillon (37 % contre 44 % dans le sous-échantillon où sont posées les versions « historiques » des questions), semblant indiquer que les changements dans les énoncés des items précédents influe sur les réponses à cette question<sup>4</sup>.

**\*SPLIT :** pour certaines questions, l'échantillon a été divisé en plusieurs groupes afin de pouvoir tester différentes formulations et évaluer leur impact sur les résultats.

Ici, deux types de libellés ont été testés :

1. *Êtes-vous d'accord ou pas avec les opinions suivantes ? En France ... Tout le monde **peut être soigné quel que soit son revenu** / On a la même qualité de soins quel que soit son revenu / Les délais d'attente pour se faire soigner **ne dépendent pas du revenu** (Plutôt d'accord, plutôt pas d'accord)*

2. *Êtes-vous d'accord ou pas avec les opinions suivantes ? Tout le monde **a le même risque d'avoir des problèmes de santé quel que soit son revenu** / On a la même qualité de soins quel que soit son revenu / On a les mêmes délais d'attente pour se faire **soigner quel que soit son revenu** (Plutôt d'accord, plutôt pas d'accord)*

Amenés par ailleurs à juger de l'**impact du lieu d'habitation** sur la prise en charge par le système de soins :

- Sept Français sur dix estiment que « **tout le monde peut être soigné quel que soit le lieu où il habite** » (70 % contre 29 % qui sont plutôt en désaccord)
- En revanche, plus d'une personne désapprouve le jugement selon lequel la qualité des soins ne varierait pas en fonction du revenu dont on dispose (55 %) ou du lieu de domicile (60 %).
- Six Français sur dix sont en désaccord avec l'idée que « **les délais d'attente pour se faire soigner ne dépendent pas du lieu où l'on habite** » (38 % sont d'accord et 61 % en désaccord).

<sup>4</sup> L'effet potentiel engendré sur les résultats par les questions précédentes est cependant limité par le fait que l'ordre dans lequel la série de questions suivantes est posée est aléatoire : « Êtes-vous d'accord ou pas avec les opinions suivantes ? En France ..... tout le monde a le même risque d'avoir des problèmes de santé quel que soit son revenu / ... on a la même qualité de soins quel que soit son revenu / ... tout le monde a le même risque d'avoir des problèmes de santé quel que soit le lieu où il habite / ... on a la même qualité de soins quel que soit le lieu où l'on habite / ... on a les mêmes délais d'attente pour se faire soigner quel que soit son revenu / ... on a les mêmes délais d'attente pour se faire soigner quel que soit le lieu où l'on habite ».

L'opposition à l'idée qu'on a la même qualité de soins quel que soit le lieu où l'on habite est plus marquée que la moyenne chez les femmes (64 %), les professions libérales et cadres du supérieur (76 %), les habitants de communes rurales (65 %).

Un split\* a été réalisé sur cette question pour tester l'impact de différentes formulations :

- 53 % adhèrent alors à une nouvelle idée testée qui est que « **tout le monde a le même risque d'avoir des problèmes de santé quel que soit le lieu où il habite** » (contre 46 % plutôt en désaccord)
- Quand elle est formulée sans négation, l'idée « **on a les mêmes délais d'attente pour se faire soigner quel que soit le lieu où l'on habite** » crée une vive opposition (27 % sont plutôt d'accord et 73 % plutôt pas d'accord)

**\*SPLIT :** pour certaines questions, l'échantillon a été divisé en plusieurs groupes afin de pouvoir tester différentes formulations et évaluer leur impact sur les résultats.

Ici, deux types de libellés ont été testés :

1. *Êtes-vous d'accord ou pas avec les opinions suivantes ? En France ... Tout le monde **peut être soigné** quel que soit le lieu où il habite / On a la même qualité de soins quel que soit le lieu où l'on habite / Les délais d'attente pour se faire soigner **ne dépendent pas du lieu où l'on habite** (Plutôt d'accord, plutôt pas d'accord)*

2. *Êtes-vous d'accord ou pas avec les opinions suivantes ? Tout le monde **a le même risque d'avoir des problèmes de santé** quel que soit le lieu où il habite / On a la même qualité de soins quel que soit le lieu où l'on habite / On a les mêmes délais d'attente pour se faire **soigner quel que soit le lieu où l'on habite** (Plutôt d'accord, plutôt pas d'accord)*

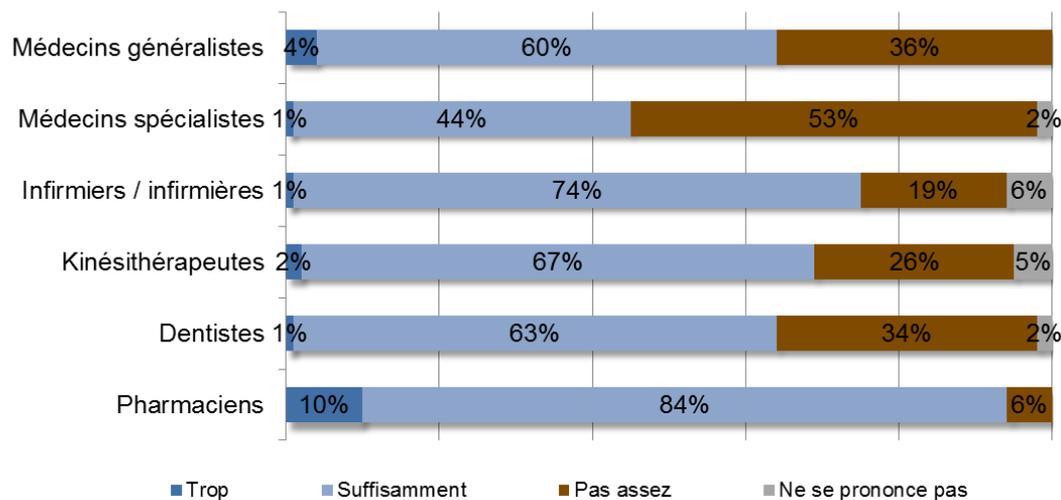
Amenés à évaluer la présence de différentes professions de santé à proximité de chez eux :

- Plus de huit Français sur dix estiment **qu'il y a suffisamment de pharmacies à proximité de chez eux** (85 %, contre 6 % « pas assez » et 11 % « trop »)
- Plus de sept Français sur dix sont également satisfaits du **nombre d'infirmiers à proximité** (74 % contre 19 % « pas assez » et 1 % « trop »)
- La satisfaction est un peu moindre mais nettement majoritaire s'agissant **des kinésithérapeutes** (67 % « suffisamment », contre 26 % « pas assez ») et des dentistes (63 % contre 34 % « pas assez »)
- En revanche, une majorité de Français estiment qu'il n'y a pas assez de **médecins spécialistes** à proximité de chez eux (53 %, contre 44 % « suffisamment »).

- Le sentiment qu'il n'y a pas assez de **médecins généralistes** à proximité de chez eux est exacerbé chez les Français habitant une commune rurale<sup>5</sup> (50 %) et le Bassin Parisien Ouest<sup>6</sup> (52 %), ainsi que la région Ouest<sup>6</sup> (52 %).
- Le sentiment de manquer de **médecins spécialistes** est plus marqué que la moyenne chez les habitants de communes rurales (69 %), mais aussi de moins de 20 000 habitants (69 %). Il est aussi nettement au-dessus de la moyenne dans le Bassin Parisien Est<sup>6</sup> (73 %) et le Bassin Parisien Ouest (66 %).

Graphique : Une majorité de Français estiment qu'il n'y a pas assez de médecins spécialistes à proximité de chez eux, un jugement en forte progression depuis 2015

Présence de professionnels de santé à proximité du domicile de résidence des Français



Note : réponse à la question « A votre avis, pensez-vous qu'il y a à proximité de chez vous ? »

Lecture : en 2017, 53% des Français estiment qu'il n'y a pas assez de médecins spécialistes à proximité de chez eux

Champ : personnes de 18 ans ou plus en France métropolitaine.

Source : BVA, Baromètre d'opinion DREES 2015-2017.

## **2. Les Français se disent majoritairement satisfaits des professionnels de santé, malgré un recul de la satisfaction concernant les urgences**

Les Français disent plus consulter de professionnels de santé que ces dernières années :

- 97 % des Français déclarent avoir fait appel – pour eux ou pour un proche – à **un médecin généraliste** (hors hôpital) ces dernières années, un résultat stable par rapport à 2014
- 84 % disent avoir fait appel à **un médecin spécialiste** (hors hôpital), soit une hausse de six points de pourcentage par rapport à 2014
- 84 % affirment avoir consulté **un dentiste ou orthodontiste**
- 61 % disent avoir fait appel à **un infirmier ou une infirmière** (soit +7 points par rapport à 2014)

<sup>5</sup> Voir note p36.

<sup>6</sup> Voir note p22.

Ils déclarent également plus souvent avoir fréquenté d'établissements de santé :

- 66 % affirment être allés **en hôpital public** (hors urgences et maternités), pour 60 % en 2014
- 64 % déclarent avoir fréquenté **les urgences hospitalières** (contre 56 % en 2014)
- 45 % répondent avoir eu recours à des **cliniques privées** (contre 40 % en 2014)
- 28 % disent s'être rendus en **maternité** (contre 20 % en 2014).

Les Français restent très majoritairement satisfaits de la qualité des soins dispensés par les professionnels de santé consultés, avec quelques nuances :

- 85 % des Français se disent satisfaits de la qualité des soins dispensés par les **médecins généralistes** (contre 7 % insatisfaits et 8 % « ni satisfaits, ni insatisfaits »). Cette satisfaction a reculé de quatre points de pourcentage par rapport à 2014
- 81 % sont satisfaits de la qualité des soins dispensés par **les infirmiers et infirmières** (contre 2 % et 10 % « ni l'un ni l'autre »), un résultat plutôt stable depuis 2014
- 79 % sont satisfaits de la qualité des soins dispensés par **les médecins spécialistes** (contre 7 % et 11 %)
- 78 % sont satisfaits des **dentistes et orthodontistes** (soit – 5 points par rapport à 2010)

Amenés à évaluer aussi la qualité des soins dispensés dans différents établissements de santé, les Français durcissent leurs jugements sur les urgences :

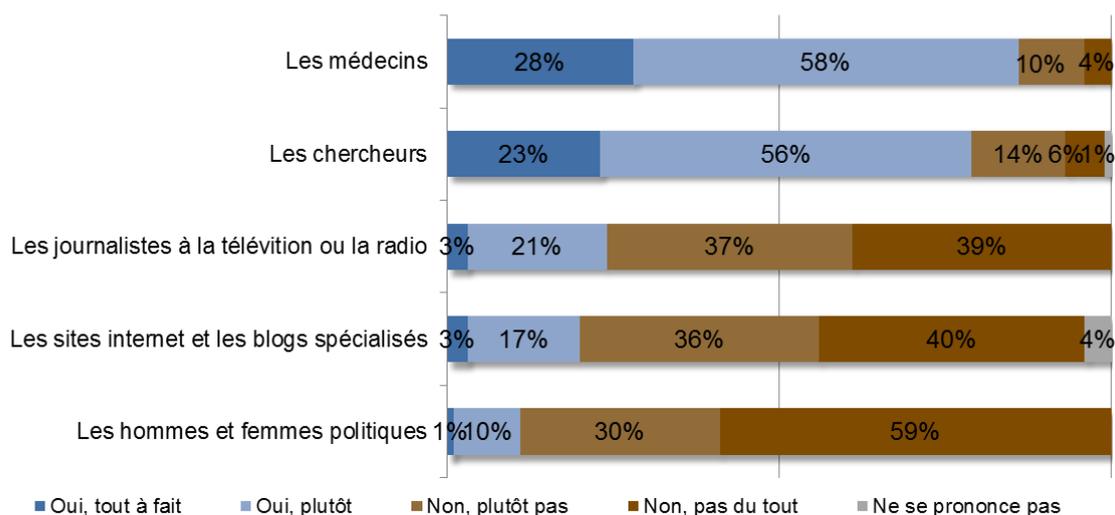
- 68 % des Français se disent satisfaits de la qualité des soins **dans les hôpitaux publics** (contre 12 % insatisfaits et 16 % ni satisfaits, ni insatisfaits), un résultat plutôt stable depuis 2010
- 58 % sont satisfaits de la qualité des soins **en cliniques privées** (contre 5 % et 21 %)
- 53 % sont satisfaits de la qualité des soins **en maternités** (contre 3 % et 22 %)
- Enfin, seuls 50 % des Français se disent désormais satisfaits de la qualité des soins **aux urgences hospitalières** (contre 26 % et 18 %). Cette satisfaction a reculé de 13 points depuis 2010.

3. Une nette majorité de Français accordent leur confiance aux médecins généralistes, dont la consultation restent leur premier réflexe lorsqu'ils sont malades

Les Français estiment qu'en cas de crise sanitaire (grippe A, vache folle, amiante, canicule, médiateur...), on peut avoir confiance dans ce que disent **les médecins** (86 % sont d'accord avec cette idée, contre 14 %) et **les chercheurs** (79 %, contre 20 %). En revanche, la défiance l'emporte à l'égard des **journalistes de télévision ou de radio** (24 % estiment qu'on peut faire confiance à ce qu'ils disent, contre 75 %), des **sites internet et blogs spécialisés** (20 %, contre 76 %) et plus encore à l'égard des **hommes et des femmes politiques** (10 % contre 89 %).

Graphique : En cas de crise sanitaire une majorité de Français ne font pas confiance en ce que disent les journalistes, sites internet et blogs spécialisés et hommes et femmes politiques

Niveau de confiance selon les acteurs en cas de crise sanitaire



Note : réponse à la question « En cas de crise sanitaire (grippe A, vache folle, amiante, canicule, médiateur...), on peut selon vous avoir confiance dans ce que disent ... ? »

Lecture : en 2017, 59% des Français déclarent ne pas avoir confiance du tout dans ce que disent les hommes et femmes politiques en cas de crise sanitaire

Champ : personnes de 18 ans ou plus en France métropolitaine.

Source : BVA, Baromètre d'opinion DREES 2017.

**Consulter un médecin généraliste reste aussi le premier réflexe des Français quand ils sont malades (55 %),** quand 20 % privilégient **l'automédication** (« vous n'avez pas besoin de consulter quelqu'un pour vous soigner »), 12 % **en parlent à leur famille ou à leurs amis** et 10 % **consultent leur pharmacien sans passer par le médecin.** Enfin, 3 % des Français **se renseignent sur des sites Internet dédiés ou des forums de discussion.**

Plus de huit Français sur dix estiment par ailleurs **qu'on leur donne suffisamment d'informations sur leur état de santé quand ils sont chez leur médecin généraliste (84 %, contre 15 %).** La satisfaction est également majoritaire, mais plus limitée, s'agissant du **niveau d'informations dispensées à l'hôpital ou en clinique (61 %, contre 31 % qui estiment qu'on ne leur donne pas suffisamment d'informations sur leur état de santé).**

Plus de huit Français sur dix estiment que **lorsqu'ils vont voir leur médecin généraliste, celui-ci leur accorde suffisamment de temps** (81 %, dont 49 % « tout à fait », contre 19 %).

En revanche, ils ne sont plus que **71 % à juger que leur médecin généraliste leur accorde suffisamment de temps « pour leur donner des conseils de prévention en vue d'éviter certains problèmes de santé »** (contre 29 %).

## **C – Les Français estiment que les dépenses de santé sont excessives, mais sont plutôt défavorables aux mesures susceptibles de toucher leur porte-monnaie**

### **1. 58 % des Français estiment que le reste à charge est trop élevé, mais 64 % qu'ils auraient peu ou pas de frais à payer s'ils étaient hospitalisés**

Près de six Français sur dix estiment que **le reste à charge** (c'est-à-dire ce qu'il leur reste à payer après remboursement par la Sécurité sociale et leur complémentaire santé) **est trop élevé** (58 %, contre 30 % qui sont d'un avis contraire).

En revanche, plus de six Français sur dix estiment que **s'ils étaient hospitalisés, les frais qu'ils auraient à payer après remboursement seraient plutôt faibles ou totalement remboursés** (64 %, dont 37 % « totalement remboursés » et 27 % « plutôt faibles », contre 32 % « élevés »).

### **2. Les Français sont partagés sur la nécessité de réduire les dépenses de santé**

Amenés à exprimer leur opinion à l'égard de différentes affirmations sur les dépenses de santé :

- Plus de huit Français sur dix estiment que « **les dépenses de santé sont trop élevées car le système n'est pas bien géré** » (82 %, contre 16 %).
- En revanche, 67 % des Français estiment qu'il « **n'y a pas de raison de limiter les dépenses car la santé n'a pas de prix** » (contre 32 %)
- Et une proportion identique de Français adhèrent à l'idée que « **dans un pays développé, il est normal que l'on dépense de plus en plus pour la santé** » (67 %, contre 32 %).

### **3. Pour réduire le déficit de la Sécurité sociale, les Français privilégient les mesures touchant les professionnels de santé, et sont peu favorables à celles susceptibles de les impacter directement**

Amenés à donner leur opinion sur différentes mesures visant à réduire le déficit de la branche maladie de la Sécurité sociale s'il devenait trop important, les Français se disent prioritairement favorables à :

- **Limiter les tarifs des professionnels de santé** (84 %, contre 15 %)
- **Taxer davantage les fabricants de médicaments** (78 %, contre 20 %)

Les Français se disent également favorables à une modification des modalités de prescription :

- Sept Français sur dix sont pour **permettre aux infirmiers ou aux pharmaciens de faire certaines tâches à la place des médecins, comme le renouvellement d'ordonnances** (70 %, contre 30 %). Le soutien porté à cette idée a progressé de sept points de pourcentage par rapport à 2015
- Une proportion quasi identique se dit favorable à l'idée de « **modifier les habitudes des médecins pour qu'ils prescrivent moins de médicaments et d'exams** » (67 %, contre 31 %). Le soutien porté à cette idée a cependant connu un recul notable depuis 2005 (-12 points)

Les Français sont en revanche majoritairement opposés aux mesures susceptibles d'impacter leur porte-monnaie :

- 58 % des Français sont opposés à l'idée de « **limiter le remboursement de la Sécurité sociale pour certaines prestations** » (contre 40 % qui y sont favorables). L'opposition a progressé de 11 points de pourcentage depuis 2011.
- Plus des trois quarts des Français s'opposent à **une hausse des cotisations** (76 % plutôt opposés, contre 23 % plutôt favorables)
- Enfin 86 % des Français sont **opposés à l'idée de réduire la prise en charge des longues maladies par la Sécurité sociale** (contre 13 % qui y sont plutôt favorables).

Lorsqu'il est rappelé que **certains médecins pratiquent des dépassements d'honoraires** (c'est-à-dire pratiquent des prix supérieurs aux tarifs fixés par la Sécurité Sociale), **plus de huit Français sur dix estiment que ces dépassements d'honoraires ne sont pas justifiés** (81 %, contre 18 % pour qui ils sont justifiés).

4. Les Français pointent du doigt les comportements des autres assurés et médecins, mais s'estiment vertueux et s'opposent à une hausse de remboursements de soins qui serait financée par une hausse des cotisations

Les Français sont majoritairement critiques à l'égard des pratiques de consommation et de prescription de médicaments, mais estiment ne pas en être personnellement responsables :

- Neuf Français sur dix estiment que **les Français consomment trop de médicaments** (90 % contre 8 %), en revanche 12 % seulement estiment **eux-mêmes consommer trop de médicaments** (contre 88 %)
- De même, 74 % des Français pensent que **les médecins en France prescrivent trop de médicaments** (contre 24 %), mais 19 % seulement adhèrent à l'idée que **leur propre médecin leur en prescrit** (contre 80 %)

Interrogés sur l'hypothèse d'un meilleur remboursement de certaines prestations en échange d'une hausse des cotisations sociales, les Français sont assez partagés :

- 48 % seraient favorables à ce que « **les soins dentaires soient remboursés davantage par la Sécurité sociale en augmentant les cotisations sociales** », mais une autre moitié s'y disent défavorables (51 %)
- Le résultat est quasi identique quand est testée l'idée que « **l'achat des lunettes de vue et des lentilles soient remboursés davantage par la Sécurité sociale en augmentant les cotisations sociales** » (47 %, contre 52 % qui sont en désaccord)
- Plus de sept Français sur dix se disent enfin défavorables à ce que « **les consultations chez un médecin généraliste soient remboursées davantage par la Sécurité sociale en augmentant les cotisations sociales** » (72 %, contre 27 % qui y sont favorables)

Le soutien porté à un meilleur remboursement des soins dentaires en augmentant les cotisations sociales est plus marqué que la moyenne chez les Français de moins de 30 ans (56 %), les salariés du privé (52 %) et les Français dont le revenu du foyer est inférieur ou égal à 1 000 € par mois (51 %).

Près de sept Français sur dix estiment d'ailleurs que **leur assurance santé privée ou leur mutuelle leur donne accès à des remboursements satisfaisants compte tenu de son coût** (78 %, contre 20 % qui sont d'un avis contraire).

## VII – Les Français et la cohésion sociale

- \* **72 %** des Français jugent la cohésion sociale « pas forte » dans la société française ..... *Voir p.60*
- \* **52 %** des Français se sentent « très bien intégrés » à la société française ..... *Voir p.60*
- \* **40 %** des Français pensent que la diversité culturelle et d'origine rend la vie en commun difficile dans le pays. .... *Voir p.66*
- \* **56 %** des Français souhaitent en priorité que les pouvoirs publics veillent à ce que les croyances et les pratiques religieuses des individus ne soient pas visibles dans les espaces publics ..... *Voir p.67*
- \* **60 %** des Français pensent que les pouvoirs publics devraient renforcer leur action pour soutenir l'intégration des personnes étrangères ..... *Voir p.68*
- \* **65 %** des Français estiment que les pouvoirs publics ne font pas assez pour les plus démunis ..... *Voir p.69*
- \* **80 %** estiment que beaucoup de personnes ne bénéficient pas des droits ou allocations auxquels elles peuvent prétendre ..... *Voir p.69*

## **A – Une majorité de Français jugent la cohésion sociale faible dans le pays et se sentent surtout proches des gens de leur génération et de leur milieu social**

### **1. Plus de sept Français sur dix jugent la cohésion sociale faible en France**

27 % des Français qualifient **la cohésion sociale en France de « forte »**, contre 72 % qui sont d'avis contraire (dont 19 % « pas du tout forte »). Ce résultat est plutôt stable depuis la première mesure en 2014.

- les Français ayant un niveau de vie inférieur ou égal à 900 € par mois (24 %), les ouvriers (26 %) et les habitants du Bassin Parisien Est<sup>7</sup> (26 %) ont plus le sentiment que la moyenne que la cohésion sociale en France n'est « pas du tout forte ».

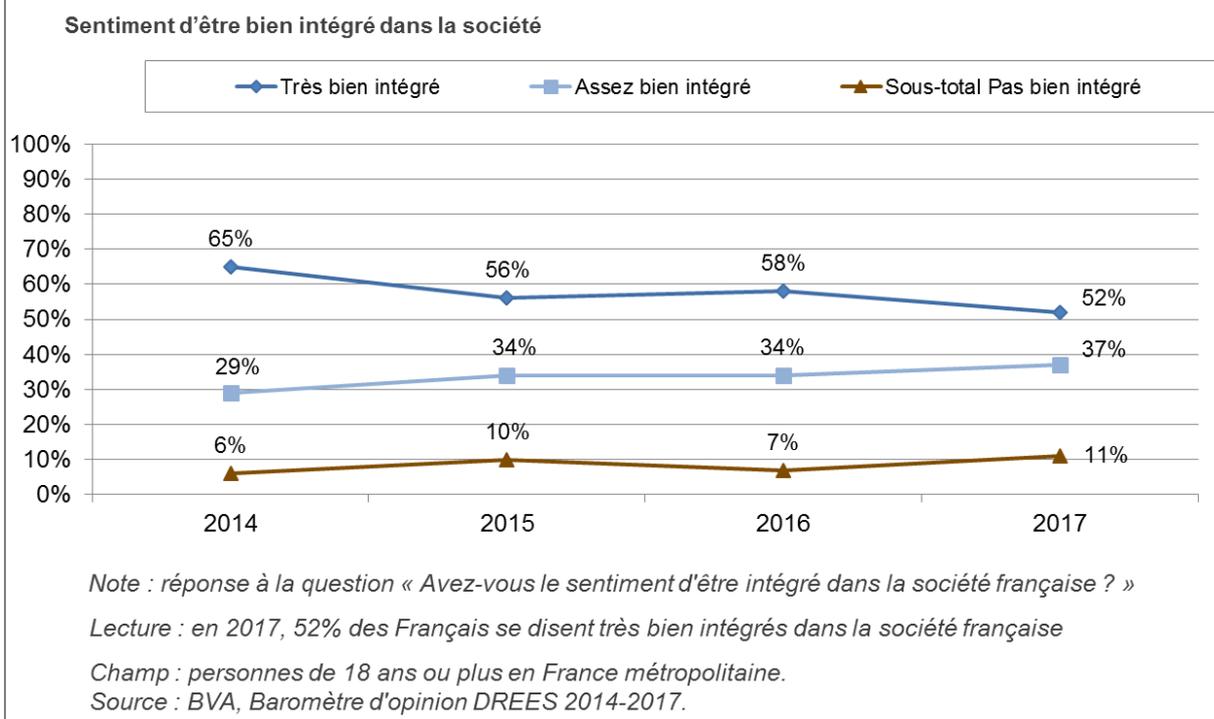
### **2. 52 % des Français se sentent « très bien intégrés » à la société française, la culture et l'entourage sont identifiés comme les principaux leviers pour cette intégration**

89 % des Français disent **se sentir bien intégrés à la société française**, dont 52 % « très bien intégrés » (contre 11 % « pas bien intégrés »). La part de Français se sentant bien intégrés à la société française a reculé de cinq points par rapport à 2014, mais surtout, la part de Français disant se sentir « très bien intégrés » a baissé de 13 points.

---

<sup>7</sup> Voir note p22.

Graphique : La part de Français se déclarant très bien intégrés en retrait de 13 points depuis 2014

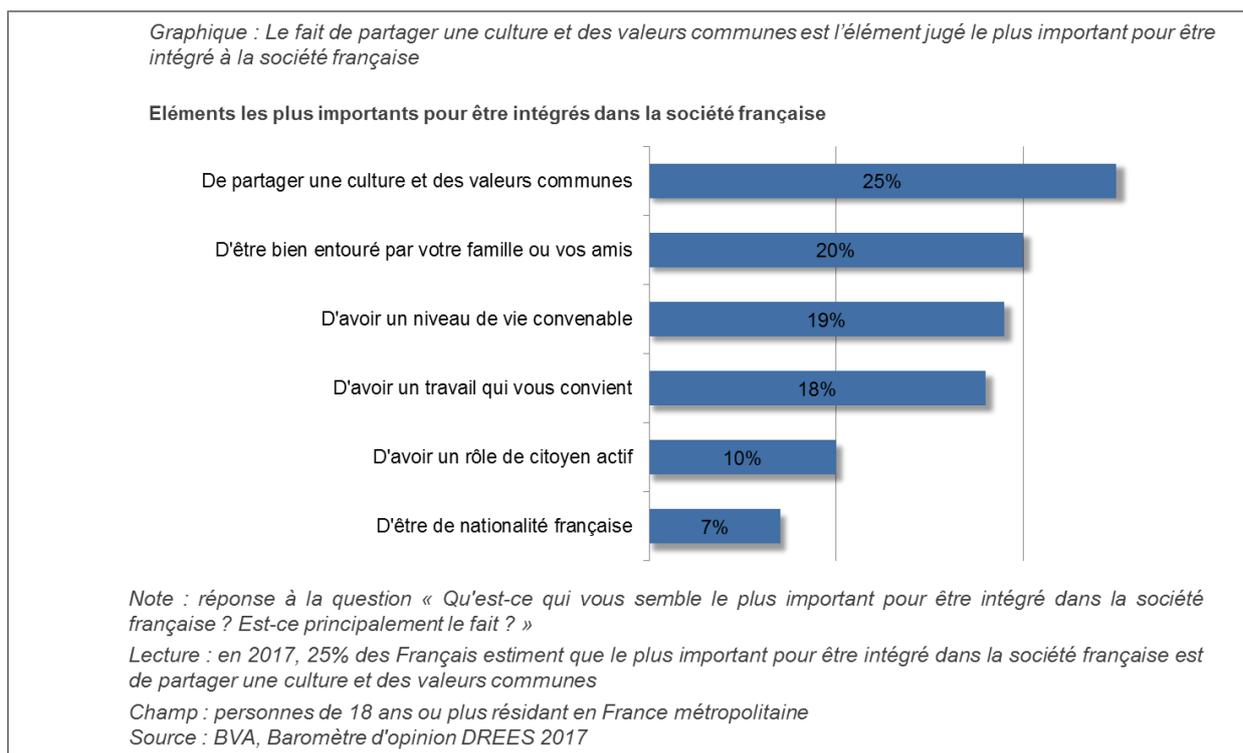


L'analyse par critères sociodémographiques montre d'importantes nuances :

- 54 % des hommes se sentent « très bien intégrés » à la société française, pour 49 % des femmes ;
- Seuls 37 % des Français âgés de 18 à 29 ans se sentent « très bien intégrés » à la société française, pour 55 % des plus de 30 ans ;
- Seuls 30 % des chômeurs se sentent « très bien intégrés » à la société française, pour 41 % des ouvriers, 43 % des employés, 58 % des professions intermédiaires et 64 % des cadres et professions intermédiaires ;
- Le sentiment d'intégration apparaît aussi étroitement lié au niveau de revenus du ménage : 36 % des Français dont le niveau de revenus du foyer est inférieur ou égal à 1 000 € par mois se sentent « très bien intégrés », contre 46 % de ceux ayant un niveau de revenus entre 1 000 et 2 400 € et 59 % de ceux ayant un niveau de revenus supérieur.
- Les Français devenus Français par acquisition se sentent mieux intégrés (95 % dont 54 % « très bien intégrés ») que les Français de naissance (89 % dont 52 % « très bien intégrés »). Seulement 38 % des personnes étrangères interrogées se sentent « très bien intégrés ».

Amenés à s'exprimer sur ce qui leur semble le plus important pour être intégrés dans la société française, les Français hiérarchisent les modalités de réponses présentées en trois familles :

1. Vivre dans un espace commun, avec **le fait de partager une culture et des valeurs communes** (25 %)
2. **Être bien entouré par la famille ou amis** (20 %) mais aussi la situation économique et sociale, avec le fait **d'avoir un niveau de vie convenable** (19 %) ou le fait **d'avoir un travail qui leur convienne** (18 %)
3. Enfin la citoyenneté, avec le fait d'avoir **un rôle actif de citoyen** (10 %) et le **fait d'avoir la nationalité française** (7 %).



- Les perceptions sur le sujet sont très clivées selon la situation économique et sociale : le partage d'une culture et de valeurs communes est jugé nettement prioritaire par les cadres et les professions libérales (41 %) et dans une moindre mesure par les professions intermédiaires (31 %), alors que c'est le fait d'avoir un travail qui leur convienne et un niveau de vie convenable qui arrivent en tête des citations chez les ouvriers (respectivement 24 % et 22 %) et les employés (22 % et 23 %).

### **3. 61 % des Français se sentent particulièrement proches des gens de leur génération, 44 % des personnes de la même origine que la leur**

Amenés à dire s'ils se sentent ou non particulièrement proches de certains groupes de gens, les Français privilégient les liens générationnels : plus de six Français sur dix disent se sentir **particulièrement proches de ceux qui sont de la même génération qu'eux** (61 %, contre 39 %).

Les opinions sont plus partagées s'agissant des liens socio-économiques, de sexe, ou géographiques :

- Un peu plus d'un Français sur deux disent aussi se sentir particulièrement proches **de ceux qui ont la même situation socio-économique qu'eux** (51 %, contre 48 %), ou **des autres femmes/hommes** (51 %, contre 48 %).
- 49 % des Français disent se sentir particulièrement proches **de ceux qui habitent le même quartier ou village qu'eux** (contre 51 %).

44 % des Français se sentent particulièrement proches **de ceux qui ont les mêmes origines** qu'eux (contre 55 %).

La proximité politique ou religieuse n'est ressentie que par une minorité de Français :

- 38 % se sentent particulièrement proches **de ceux qui ont les mêmes convictions politiques qu'eux** (contre 60 %).
- 29 % **de ceux qui ont la même religion** (29 %, contre 69 %).

L'analyse par critères sociodémographiques montre que :

- Les Français âgés de **18 à 24 ans disent** plus que la moyenne se sentir proches des gens de leur génération (69 %).
- **Les Français âgés de 65 ans et plus** se disent aussi plus que la moyenne proche de ceux qui sont de la même génération qu'eux (68 %), mais aussi vivant dans le même quartier ou la même ville (60 %) ou ayant les mêmes origines (53 %).
- **Les hommes** ont plus tendance que les femmes à se sentir proches de ceux qui leur ressemblent en termes de génération (64 % pour 58 % des femmes), de convictions politiques (41 % pour 36 % des femmes), ou d'origines (49 % pour 41 % des femmes). En revanche **les femmes** vont plus fortement dire se sentir proches des autres femmes (56 %), que les hommes des autres hommes (46 %).
- **Le sentiment de proximité avec ceux de la même origine** est plus marqué chez les personnes nées à l'étranger, qu'elles soient devenues françaises par la suite ou pas, (55 %) que chez les Français de naissance (45 %).
- Enfin, **si la proximité avec les personnes de la même religion est importante** auprès des pratiquants réguliers (68 %), c'est beaucoup moins le cas auprès des personnes ayant une pratique occasionnelle de la religion (36 %).

#### **4. Près d'un quart des Français déclarent avoir été témoins de discriminations liées à l'origine ethnique ces 12 derniers mois (23 %)**

Près d'un quart des Français disent avoir, au cours des douze derniers mois, été témoins d'une discrimination **liée à l'origine ethnique** (23 %). 18 % ont été témoins d'une discrimination **liée à la religion**, 17 % **liée au handicap**, 16 % **liée à l'orientation sexuelle** et 16 % **à l'âge**.

Un split\* a été réalisé sur cette question pour tester l'impact d'une autre formulation, ne demandant pas seulement s'ils ont été témoins, mais cette fois-ci « témoins ou victimes » de différentes discriminations. Les résultats sont alors proches mais en retrait par rapport à l'autre formulation, même si ces écarts sont peu significatifs : 20 % disent avoir été « témoins ou victimes » d'une discrimination liée à l'origine ethnique, 15 % d'une discrimination liée à la religion, 14 % liée au handicap, 13 % à l'âge et 11 % à l'orientation sexuelle.

**\*SPLIT :** pour certaines questions, l'échantillon a été divisé en plusieurs groupes afin de pouvoir tester différentes formulations et évaluer leur impact sur les résultats.

Ici, deux types de libellés ont été testés :

1. *Au cours des 12 derniers mois, avez-vous été témoin d'une des discriminations suivantes : L'origine ethnique, L'orientation sexuelle, L'âge, La religion, Le handicap ? (Oui, Non)*

2. *Au cours des 12 derniers mois, avez-vous été **témoin ou victime** d'une des discriminations suivantes : L'origine ethnique, L'orientation sexuelle, L'âge, La religion, Le handicap ? (Oui, Non)*

L'analyse par critères sociodémographiques montre que :

- Les Français âgés de 18 à 24 ans disent plus que la moyenne avoir été témoins ou victimes de discriminations liées à l'origine ethnique (33 % contre 40 % via la question historique), à la religion (31 % contre 38 %), à l'orientation sexuelle (28 % contre 36 %)
- Les cadres et professions libérales disent plus que la moyenne avoir été témoins ou victimes de discriminations liées à l'origine ethnique (30 % contre 31 %)
- Les employés disent plus que la moyenne avoir été témoins ou victimes de discriminations liées à la religion (21 % contre 25 %)

17 % des Français estiment au cours des 12 derniers mois avoir été **témoins de discriminations liées au fait d'être une femme** (contre 83 %).

- Les femmes déclarent davantage que les hommes avoir été témoins de discriminations liées au fait d'être une femme (19 %, contre 14 % chez les hommes). Mais l'écart est surtout prononcé entre les Français de moins de 30 ans (28 %) et leurs aînés (30 ans et plus : 14 %), ainsi qu'entre les cadres et professions libérales (29 %), et les professions intermédiaires (20 %), les employés (21 %) et les ouvriers (15 %), ou encore entre les salariés du public (26 %) et du privé (16 %).

Un split\* a été réalisé sur cette question pour tester les différentes situations dans lesquelles les Français ont pu être témoins de discriminations liés au fait d'être une femme :

- 16 % des Français en disent avoir été témoins dans l'espace public (contre 84 %)
- 9 % au travail (contre 89 %)
- 8 % dans la vie privée (contre 92 %)

**\*SPLIT :** pour certaines questions, l'échantillon a été divisé en plusieurs groupes afin de pouvoir tester différentes formulations et évaluer leur impact sur les résultats.

Ici, deux types de libellés ont été testés :

1. *Au cours des 12 derniers mois, avez-vous été TÉMOIN de discriminations liées au fait d'être une femme ? (Oui, Non)*

2. *Au cours des 12 derniers mois, avez-vous été TÉMOIN de discriminations liées au fait d'être une femme **au travail / dans l'espace public / dans la vie privée** ? (Oui, Non)*

## **B – Un peu plus de la moitié des Français voient la diversité des cultures et origines comme une richesse, mais attendent plus de contrôle des pratiques religieuses dans l’espace public**

### **1. Près de six Français sur dix voient la diversité des cultures et des origines comme une richesse pour le pays**

Près de six Français sur dix estiment que « **la diversité des cultures et des origines est une richesse pour notre pays** » (59 %), contre 40 % pour qui « **la diversité des cultures et des origines rend difficile la vie en commun dans notre pays** ». Ce sentiment que la diversité est une richesse a progressé de quatre points par rapport à la première mesure en 2015.

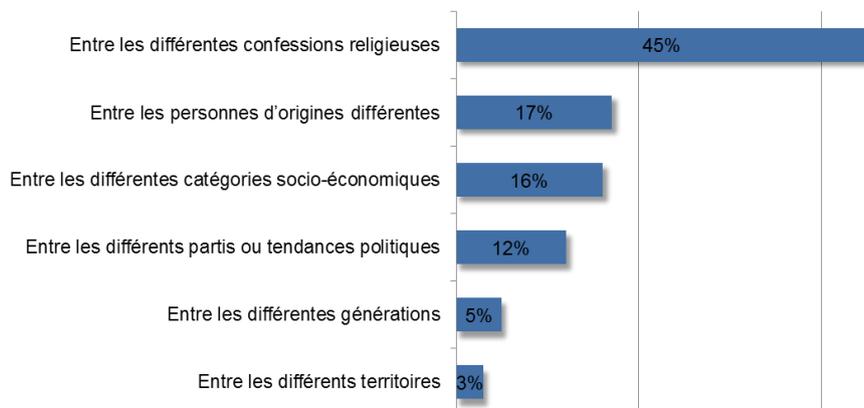
- La perception de la diversité comme une richesse est plus marquée chez les Français de moins de 30 ans (67 %), que chez leurs aînés (30 ans et plus : 57 %). Les avis sont même très partagés chez les 65 ans et plus (49/49). La vision de la diversité comme richesse est également plus marquée chez les cadres et professions libérales (75 %) et les professions intermédiaires (71 %), que chez les employés (59 %) et les ouvriers (52 %), mais elle est majoritaire dans toutes les catégories socioprofessionnelles.

### **2. 56 % des Français estiment que les pouvoirs publics devraient prioritairement veiller à ce que les croyances et pratiques religieuses ne soient pas visibles dans l’espace public**

Amenés à imaginer entre quels types de groupes les tensions seront les plus fortes à l’avenir, les Français citent prioritairement **l’hypothèse qu’elles aient lieu « entre les différentes confessions religieuses »** (45 %). Assez loin derrière, viennent « **les personnes d’origine différentes** » (17 %), mais aussi « **les différentes catégories socio-économiques** » (16 %), devant « **les partis ou tendances politiques** » (12 %), « **les différentes générations** » (5 %), et « **les différents territoires** » (3 %).

Graphique : Pour près de la moitié des Français, les tensions les plus fortes à venir sont celles entre différentes confessions religieuses

Opinion à l'égard des tensions à venir dans la société française



Note : réponse à la question « Selon vous, entre quels types de groupes les tensions seront-elles les plus fortes à l'avenir ? »

Lecture : en 2017, 45% des Français estiment que ce sont les tensions entre les différentes confessions religieuses qui seront les plus fortes à l'avenir

Champ : personnes de 18 ans ou plus résidant en France métropolitaine

Source : BVA, Baromètre d'opinion DREES 2017

Aux yeux d'une faible majorité de Français, les pouvoirs publics devraient en priorité « **veiller à ce que les croyances et les pratiques religieuses des individus ne soient pas visibles dans les espaces publics** » (56 %), plutôt que de « **veiller à ce que chacun puisse être libre de ses croyances et de ses pratiques religieuses** » (43 %).

En revanche, le sentiment que les pouvoirs publics devraient privilégier la liberté de croyance et de culte a progressé de sept points de pourcentage par rapport à la première mesure en 2015.

L'analyse par critères sociodémographiques montre que :

- Si les moins de 30 ans jugent prioritaire d'assurer la liberté de croyance et de culte (55 %, contre 44 %), le sentiment est contraire chez les plus de 30 ans (40 % contre 59 %)
- Si les deux réponses s'équilibrent chez les cadres et professions libérales (49 %, contre 48 %), la priorité est clairement donnée à la limitation des signes visibles des croyances et pratiques religieuses dans les espaces publics chez les artisans et commerçants (66 %), les ouvriers (58 %), les employés (56 %) et les professions intermédiaires (54 %).

3. **60 % des Français pensent que les pouvoirs publics devraient renforcer leur action pour soutenir l'intégration des personnes étrangères**

Six Français sur dix estiment que **les pouvoirs publics devraient renforcer leur action pour soutenir l'intégration des personnes étrangères dans notre société** (60 %, contre 38 % qui sont d'un avis contraire).

- Ce souhait est plus marqué chez les Français âgés de moins de 30 ans (66 %), que chez leurs aînés (59 %). Il est également plus fortement exprimé par les cadres et professions libérales (74 %) et les professions intermédiaires (73 %) que par les employés (55 %) et les ouvriers (51 %). Il est très mitigé chez les Français ayant un niveau de revenus inférieur ou égal à 1 000 € par mois (49 % contre 47 %) mais croît avec le niveau de revenus (58 % chez ceux gagnant entre 1 000 et 2 400 € et 67 % chez ceux ayant un revenu supérieur ou égal à 2 400 €).

4. **41 % des Français seraient favorables à ce que la part des migrants accueillis par la France soit équivalente à son poids démographique dans l'Union européenne**

Il est ensuite indiqué que « la population française représente environ un habitant de l'Union européenne sur huit ». Une fois ce contexte rappelé, 41 % des Français estiment que - dans le cadre d'une répartition des migrants qui arrivent aux frontières de l'UE - **la France devrait accueillir à peu près ce chiffre**, contre 34 % qui estiment qu'elle devrait en accueillir « moins » et 14 % « aucun migrant ». 9 % des Français estiment que la France devrait en accueillir davantage.

## **C – Une majorité de Français estiment que les pouvoirs publics ne font pas assez pour les plus démunis**

### **1. Deux tiers de Français estiment que les pouvoirs publics ne font pas assez pour les plus démunis**

65 % des Français estiment que **les pouvoirs publics ne font pas assez pour les plus démunis** (contre 29 % qui estiment qu'ils font « ce qu'ils doivent » et 5 % qu'ils « en font trop »).

- Le sentiment que les pouvoirs publics n'en font pas assez pour les plus démunis est un peu au-dessus de la moyenne chez les ouvriers (69 %), mais surtout chez les chômeurs (74 %), et les Français ayant un niveau de revenus inférieur ou égal à 1 000 € par mois (71 %).

### **2. Une majorité de Français estiment que beaucoup de personnes ne bénéficient pas des droits ou allocations auxquelles elles peuvent prétendre, par manque d'information**

Il est indiqué ensuite qu'il existe, dans notre pays, un certain nombre de droits, de services et d'allocations pour aider les citoyens à faire face aux différents risques sociaux : handicap, dépendance, vieillesse, chômage, maladie, précarité, exclusion, etc. Une fois ce contexte rappelé :

- 72 % des Français adhèrent à l'idée que « **beaucoup de personnes perçoivent des allocations alors qu'elles n'y ont pas droit** » (dont 35 % « tout à fait d'accord », contre 26 % « pas d'accord »)
- 80 %, adhèrent à l'idée que « **beaucoup de personnes ne bénéficient pas des droits ou allocations auxquels elles peuvent prétendre** » (dont 36 % « tout à fait d'accord », contre 17 % « pas d'accord »)

L'analyse par critères sociodémographiques montre que :

- L'idée que « beaucoup de personnes perçoivent des allocations alors qu'elles n'y ont pas droit » emporte un soutien plus marqué que la moyenne chez les Français âgés de 35 à 49 ans (40 % « tout à fait d'accord »), les employés (41 %) et les ouvriers (42 %), alors qu'elle est en retrait chez les cadres et professions libérales (27 %)
- L'idée que « beaucoup de personnes ne bénéficient pas des droits ou allocations auxquels elles peuvent prétendre » emporte aussi un soutien plus marqué que la moyenne chez les ouvriers (46 % « tout à fait d'accord ») et les employés (40 %), ainsi que les chômeurs (44 %).

Amenés à identifier la raison pour laquelle, à leurs yeux, certaines personnes ne bénéficient pas d'allocations, droits, aides ou tarifs sociaux auxquels elles peuvent prétendre, les Français citent pour la moitié d'entre eux « **un manque d'information sur les aides, ou sur les organismes à qui s'adresser** » (52 %), loin devant le fait que « **les démarches à faire soient trop complexes et trop longues** » (23 %). En mineur, vient l'idée que ces personnes « **refusent de dépendre de l'aide sociale et d'être considérées comme des assistées** » (7 %).

Les autres raisons testées emportent un soutien bien moindre, « **pour ne pas subir des conséquences négatives (perte d'autres droits, obligation de payer des impôts, problèmes administratifs, etc.)** » (5 %), « **parce qu'elles préfèrent s'en sortir par elles-mêmes** » (4 %), « **pour ne pas avoir à rendre des comptes, à faire l'objet de contrôle** » (4 %), ou « **parce que ces aides n'apportent pas grand-chose financièrement** » (2 %).